



MEMUR-SEN

PUBLICATION DE LA CONFÉDÉRATION MEMUR-SEN

ANNÉE: 2 / N°: 2 / MAI 2018

COMPTE RENDU DE LA 4È SESSION (2018-2019) DES NÉGOCIATIONS D'ACCORDS COLLECTIFS



SIGNATURE DES ACCORDS COLLECTIFS



Yalçın Prend La Parole à La 10e Réunion
Régionale Européenne De L'OIT



Seminaire International En
Syndicalisme Et Politiques Sociales

Accord De Coopération Bilatérale Entre Memur-Sen Et L'OUSA



À LA UNE

6

Seminaire international en syndicalisme et politiques sociales

8

Participation de la confédération Memur-Sen au 36e comité consultatif mixte UE-Turquie

14

Participation de la confédération Memur-Sen aux travaux de la 106e CIT de L'OIT

16

Renforcement de la coopération syndicale entre les confédérations Memur-Sen et Fisema

24

La conférence internationale des syndicats et des organisations du travail s'achève avec la déclaration d'Istanbul



27

Cérémonie de remise des certificats aux participants à la formation en "syndicalisme international et politiques sociales"

36

Conférence de presse sur Jérusalem et déclaration conjointe des membres du CCM UE-Turquie

44

Compte rendu du symposium sur les principes universels du syndicalisme au regard du syndicalisme des agents statutaires de la fonction publique en Turquie

49

Participation de la confédération Memur-Sen aux travaux du 37e comité consultatif mixte UE-Turquie qui s'est tenu à Adana les 19 et 20 février 2018

52

Lancement du 3ème programme de formation certifiant en syndicalisme international et politiques sociales

**Dépositaire Légal de la Publication**

Ali YALÇIN

Directeur de la Publication

Mehmet Emin ESEN

Relations Internationales

Osman TİMURTAŞ

Nihat AKSEN

Nuran CESAR

Direction Artistique

İrem DENİZ

CONTACT

Oğuzlar Mahallesi 1371 Sokak No:1 Balgat,

Çankaya/ANKARA-TURKEY

Tel: +90 312 230 48 98

COMITÉ DE RÉDACTION

Metin MEMİŞ

Günay KAYA

Mehmet BAYRAKTUTAR

Hacı Bayram TONBUL

Levent USLU

TYPE DE PARUTION Périodique**IMPRESSION** SEMİH OFSET MATBAACILIK

Büyük Sanayi Çilingir Sokak No: 26/47

İskitler, Ankara/TURKEY

Tel: +90 312 341 40 75

Ce magazine s'engage à respecter les principes moraux de la Presse.



EDITO

Nous voulons bâtir un monde meilleur où chaque personne à sa place et où elle peut mener une vie digne et participer à la vie sociale et au progrès collectif.”

S'appuyant sur l'idée que la croissance est automatiquement bonne pour les pauvres et que seul le marché peut créer de la richesse, donc du bien-être, les institutions financières internationales en sont venues à exhorter les Etats à restructurer, voire à démanteler leurs systèmes de protection sociale. Hors, la faillite du modèle néolibéral et les désastres sociaux engendrés par les politiques d'ajustement, ont réactivé le débat sur la pertinence des politiques sociales et la priorité à la lutte contre la pauvreté.

Depuis toujours, en plus de porter de nouveaux espoirs, la confédération Memur-Sen s'est engagée dans la formulation d'un nouveau paradigme du développement, qui tend à réintégrer les principes du développement social et de l'intervention publique, appelant les États à investir le champ des politiques sociales.

Les régimes de protection des travailleurs, les normes et les règles qui leur sont liées, le salaire minimum, les garanties et droits syndicaux, les subsides divers, la fiscalité sur les revenus et le capital, le contrôle sur les ressources locales, la politique de logement, l'accès universel à l'éducation et aux services sanitaires, l'infrastructure, etc., sont autant de champs qui répondent aussi aux objectifs de développement social. La politique sociale peut être un formidable moyen de lutter contre les inégalités et toutes les formes d'injustice sociale. Un tel projet ne peut se former sans un imaginaire social puissant fondé sur un corps de valeurs et de principes, sur une volonté politique forte et un large soutien populaire.

L'aboutissement des négociations portant sur l'abrogation des contrats CDD et leur remplacement par des contrats CDI pour les travailleurs de la fonction publique marque un tournant décisif et une véritable avancée sur le plan social dans notre pays. Nous considérons cet acquis, qui concerne plus de 850.000 travailleurs, comme une étape positive vers notre objectif ultime de sécurisation de l'emploi. Sur ce point nous sommes clairs, résolus et intransigeants, nous n'abandonnerons pas notre lutte tant que n'obtiendrons pas la garantie d'un emploi statutaire, permanent et sûr pour tous les travailleurs de la fonction publique.

Sur le plan de la solidarité humanitaire, rappelons que cette année encore, en partenariat avec diverses organisations caritatives turques, la Confédération Memur-Sen s'est mobilisée pour acheminer de l'aide humanitaire au peuple de Palestine, aux victimes des tremblements de terre survenus à la frontière avec l'Iran et au peuple Rohingya.



“

Unis nous sommes plus Forts

”

 **Mehmet Emin ESEN**
Vice-President Memur-Sen



UN MONDE NOUVEAU OÙ TOUT EST POSSIBLE



Ali YALÇIN

**Président de la Confédération des Syndicats
des Agents de la Fonction Publique**

La notion de multipolarité, qui s'était substituée à l'unipolarité dans les années 90, semble revenir en grâce ces dernières années. En réalité, l'inexorable montée en importance économique et politique des puissances régionales dites émergentes, notamment au sein des BRICS, ne laisse guère le choix aux États-Unis. Ces puissances régionales sont particulièrement impliquées dans une zone de conflit située entre le Proche et le Moyen-Orient. Cette région dont le découpage des frontières remonte aux accords de Sykes-Picot, troublée depuis toujours, est en proie à un affrontement entre puissances régionales et internationales. La région est le théâtre d'un conflit-mosaïque, contrairement à un conflit polarisé, avec deux camps clairement définis et où les gains de l'un signifient des pertes équivalentes de l'autre, les opérations militaires d'un conflit-mosaïque ont des effets politiques beaucoup

plus complexes. La région est un véritable laboratoire de ce qu'est la multilatéralité à l'échelle régionale et au-delà.

La confédération Memur-Sen, en sa qualité de plus grande organisation non gouvernementale de Turquie, a un devoir de responsabilité envers la société civile organisée. À propos de la situation dans les territoires palestiniens, nous avons dénoncé énergiquement les violations massives des droits de l'homme que commettent les forces d'occupation militaire israéliennes, en appelant nos membres à manifester leur solidarité avec le peuple de Palestine. Plus encore, en partenariat avec la confédération Hak-İş et l'Union des Syndicats Solidaires de la Palestine, nous avons co-organisé, à Istanbul, la deuxième édition de la conférence internationale "Tous ensemble pour la Palestine".

S'agissant de l'aide humanitaire, face aux atrocités commises sur les Rohingyas, en Birmanie, la confédération Memur-Sen a appelé la communauté internationale à agir, dans les plus brefs délais, afin d'empêcher les massacres des musulmans Rohingyas. Dans l'urgence, nous avons créé un réseau de solidarité, en partenariat avec différentes organisations humanitaires turques, pour venir au secours de milliers de réfugiés, au Bangladesh.

Le monde vit un tournant, un moment critique. Nous sommes fondamentalement convaincus qu'en vue d'appréhender au mieux les relations socio-politiques

et économiques sur le plan national et international, nous devons renforcer notre coopération syndicale internationale. Sur ce point, nous menons des actions de coopération visant à développer des convergences entre les organisations syndicales amies, tout en créant de nouveaux partenariats.

Ainsi, par exemple, nous avons effectué des rencontres intersyndicales en Amérique latine qui se sont avérées très précieuses. Ces rencontres nous ont permis de mieux saisir l'ampleur des politiques d'austérité auxquelles sont confrontés les syndicats d'Amérique latine, mais aussi de poser les fondations d'un cadre collectif international pour structurer nos actions syndicales. Dans le même temps, nous avons multiplié nos rencontres sur le terrain en participant à plusieurs dizaines d'événements internationaux de premier plan, des Balkans à l'Afrique, de la Péninsule Arabique au sous continent indien, et de l'Asie Centrale à l'Asie du Sud Est.

Parallèlement, en partenariat avec l'École Nationale d'Administration Publique, la confédération Memur-Sen vient de rééditer son troisième programme de formation certifiant en "Syndicalisme International et Politiques Sociales". Ce programme est important en ce qu'il permet de répondre à un engagement qui prend en compte la volonté de renforcer les capacités et les moyens des confédérations syndicales amies. Il permet par ailleurs de partager des expériences et des pratiques avec des personnes occupants les mêmes fonctions, de réfléchir et de développer des synergies pour augmenter l'impact des communications syndicales.

Sur le plan de la lutte syndicale, la confédération Memur-Sen a joué un rôle crucial dans l'aboutissement d'un accord historique qui aura permis à 850.000 de travailleurs du secteur public de sortir de la précarité. Résultat d'une campagne menée sur plusieurs années, la nouvelle réglementation prévoit l'abrogation définitive et le remplacement des contrats de travail à durée déterminée (CDD) par des contrats de travail à durée indéterminée (CDI). L'aboutissement de ces revendications confèrent aux travailleurs du secteur public des avancées considérables en termes de droits et d'avantages sociaux (congrés maladie, avancements, droits à la formation et retraite).

MEMUR-SEN, c'est un quart de siècle de luttes et d'efforts constants déployés contre la pauvreté, les injustices et les inégalités sociales. J'appelle de tous mes vœux l'avènement d'un nouvel internationalisme, seul cadre d'action susceptible de produire une réponse collective efficace face aux forces du marché, organisées quant à elles au niveau mondial et servies par un immense appareil de propagande. Pierre Bourdieu affirme que le seul contre-pouvoir efficace [...], c'est la critique intellectuelle et l'action des syndicats, ajoutant qu'il s'agit de donner une forme sociale à la critique intellectuelle et une forme intellectuelle à la critique sociale. Nous devons nous pencher sur le sens du progrès et la signification du "Travail". Notre motivation demeure intacte, elle nous permet d'aller de l'avant en toute confiance. C'est seulement de cette façon que nous pouvons incarner l'espoir "d'un monde où tout est possible".

SEMINAIRE INTERNATIONAL SYNDICALISME ET POLITIQUES SOCIALES



Devant un parterre de représentants syndicalistes internationaux, réunis dans le cadre du Séminaire International “Syndicalisme et Politiques Sociales”, Ali Yalçın, président de la confédération Memur-Sen, a débuté son discours d’ouverture en ces termes: « la valeur- travail n’a ni religion, ni idéologie, ni frontière, sa nature est universelle».

Organisé en partenariat avec Memur-Sen, le SESRIC* et TODAİE **, le Séminaire International “Syndicalisme et Politiques Sociales”, a rassemblé ce mercredi 17 mai à Ankara, le président de Memur-Sen, Ali Yalçın, le directeur de TO-



DAİE, Onur Ender Arslan, les membres du Bureau Exécutif et les présidents des syndicats affiliés à la confédération Memur-Sen, 14 dirigeants syndicalistes issus de pays différents ainsi que 25 jeunes syndicalistes présents à Ankara dans le cadre d’une formation certifiante de deux mois.

Revenant sur l’importance de la formation certifiante en syndicalisme international et politiques sociales, le président Ali Yalçın a précisé: « Fruit de la coopération inter-syndicale et premier de son genre, ce programme de formation sera reconduit. Cette formation aura non seulement permis d’échanger sur les expériences respectives de chacun, mais elle aura surtout permis de tisser des liens culturels et d’amitiés forts entre les participants et les organisations partenaires de Memur-Sen. De plus, ce programme est important car il nous donne la possibilité de réfléchir, de bénéficier des uns et des autres et de développer des synergies pour augmenter l’impact de nos communications »,a-t-il dit. « peu importe la couleur de peau; tous les Hommes ont en partage la même couleur de sueur, de larmes et de sang », a déclaré Yalçın.

Yalçın a, par ailleurs, exprimé sa profonde préoccupation à l’égard des puissances hégémoniques qui sèment les ruines, le sang et les larmes en Syrie et, plus largement, dans diverses régions du monde: «En tant que mouvement des travailleurs nous devons nous inscrire en faux, hausser le ton et lutter contre toutes formes de violences. Ensembles, unis et engagés, nous pouvons augmenter notre impact et devenir force de proposition » a-t-il ajouté.

Onur Ender Arslan, directeur général de TODAİE, a salué le caractère exceptionnel de la formation qui, en plus de renforcer les relations d’amitiés et de fraternité entre les participants, a permis d’approfondir la coopération entre les diverses organisations syndicales des différents pays.

La première journée d’études, scindée en trois séances, a débuté par la thé-



matique sur le Travail et les organisations de travailleurs en Afrique et en Eurasie. La séance a été animée par Hasan Hüseyin Öz, conseiller de Memur-Sen, avec un panel d'acteurs tels que: Maroof Qaderi, président de la NUAW (Afghanistan), M. Usher Wilson Owere, président de la NOTU (Ouganda), Luther Limbani Mambala, président de la MCTU (Malawi) et Fatou Diouf de la CSA (Sénégal).

La deuxième séance, animée par Osman Timurtaş, portait sur la thématique de la relation entre le travail, la production et le capital. La séance s'est déroulée en présence des intervenants panélistes suivants: Ismail El Gazali (Mauritanie), Anthony Yaw Baah, président de la GTUC (Ghana), Mamadou Issa Dille Diallo, secrétaire administratif de la CNTG (Guinée) et Mehmet Emin Esen, vice-président de Memur-Sen.

La troisième séance, animée par le Dr Kenan Bağcı, chercheur au SESRIC, portait sur la thématique de l'inégalité dans la distribution des revenus. La séance s'est déroulée en présence des intervenants panélistes suivants: Emmanuel Titus Nzunda, assistant du secrétaire général de l'OU-SA (Ghana), Maximilien Ntone Diboti, secrétaire général de la CSTC (Cameroun), Noel Lotary Nchimbi (Tanzanie) et



Muhammed Haniff Perun, président de la MLC (Île Maurice).

La deuxième journée d'études, scindée en trois séances également, a débuté par la thématique sur le colonialisme et la lutte syndicale. La séance a été animée par le Prof Dr Sütay Yavuz de la TO-DAİE, avec un panel d'acteurs tels que: Moudassirou Bachabi, secrétaire général de la CGTB (Bénin), Félix Kra Kouamé, secrétaire général de la FESACI (Côte d'Ivoire), Irvan Tengkuharja (Indonésie) et Emmanuel Bigirimana (Uganda).

La deuxième séance de la journée portait sur la thématique de la relation Syndicats-Politique-Bureaucratie. Animée par Hüseyin Rahmi Akyüz, conseiller du président de Memur-Sen, la séance s'est déroulée en présence des intervenants panélistes suivants: Yousif Ali Abdelkarim, président de la SWTUF (Soudan), Olivier Guy Ouedraogo, secrétaire gé-





néral de la CSB (Burkina Faso), Usman Aslam (Pakistan) et Soule Abdou Semihou (Benin).

La dernière séance du séminaire portait sur la thématique de la position des syndicats face à la tutelle globale. Animée par Ali Sait Bedük, secrétaire administratif de Memur-Sen, la séance s’est déroulée en présence des intervenants panélistes suivants: Martin Mubera, président de la CESTRAR (Rwanda), Djibrilla Idrissa, secrétaire général de la CDTN (Niger), Hacı Bayram Tonbul, vice président de Memur-Sen et Robert Afotey Mensah (Ghana).



Le séminaire, auquel avait été conviés plus de 70 personnes, s’est terminé par une cérémonie d’échanges de cadeaux et la traditionnelle photo de groupe.

PARTICIPATION DE LA CONFÉDÉRATION MEMUR-SEN AU 36E COMITÉ CONSULTATIF MIXTE UE-TURQUIE



Le 36e Comité Consultatif Mixte UE-Turquie s’est réuni les 18 et 19 juillet 2017 à Bruxelles pour travailler sur un large éventail de questions qui comprennent les relations entre la Turquie et l’UE en ce qui concerne l’énergie, la coopération dans le domaine des PME-PMI et la formation professionnelle, l’intégration des personnes handicapées dans la vie sociale, les femmes, les microentreprises, l’emploi et le développement économique dans le contexte de la stratégie du traité de Lisbonne, la migration, l’exemption de visas pour les ressortissants turcs voyageant dans l’espace Schengen et la modernisation de l’accord d’union douanière UE-Turquie. Le Comité Consultatif Mixte UE-Turquie, co-présidé par Anna Van Wezel et M. Rifat Hisarciklolu, a rassemblé 14 membres du Conseil Economique et Social Européen (CESE) et 26 membres de la société civile organisée en Turquie. Les membres du CCM UE-Turquie se répartissent, selon leur appartenance socioprofessionnelle, en trois groupes de représentation correspondant aux compétences de la vie économique et du dialogue social, de la cohésion sociale et de la vie associative.



Les membres du CCM, sur invitation de sa co-présidente, Anna Van Wezel, ont observé une minute de silence en hommage aux 250 morts à la suite de la tentative de coup d'état sanglant perpétrée le 15 juillet 2016. Ils ont également exprimé leurs plus vives condoléances aux familles des martyrs et à la population turque.

Les membres du CCM ont confirmé une nouvelle fois leur attachement à la mise en œuvre d'un plan d'action commun. Dans le même temps, les membres de la partie Turque et de l'UE ont reconnu que des efforts supplémentaires et résolus doivent être déployés rapidement. Les parties se sont félicitées sur la « Déclaration conjointe » et ont également convenus de se réunir à Adana, en Turquie, pour leur prochaine réunion.

La 36e réunion du CCM UE-Turquie s'est déroulée au siège du CESE, à Bruxelles, les 18 et 19 juillet 2017. Lors de la séance d'ouverture, Georges Dassis, président du CESE, a accueilli le ministre turc des affaires européennes Ömer Çelik et les autres participants en déclarant que: «Malgré les tensions, le dialogue est absolument essentiel, en particulier dans les périodes difficiles comme celles que nous traversons actuellement » et en faisant état de ses préoccupations concernant la situation qui prévaut en Turquie en matière de respect des droits fondamentaux.

Ömer Çelik a quant à lui déclaré que la Turquie vise un statut de membre à part entière de l'UE: « Nous sommes fermement attachés au processus d'adhésion, notre ambition est de devenir un État membre à part entière; toute autre forme de coopération ne nous intéresse pas ».

Tout en réitérant sa vive condamnation de la tentative de coup d'état d'il y a un an, le CCM a néanmoins insisté sur le respect du droit à un procès équitable et à une procédure

judiciaire régulière de même que sur la nécessité de prendre des mesures pour renforcer davantage encore la démocratie, les droits civils et la cohésion sociale, et de respecter les droits fondamentaux universels ainsi que l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'état de droit.

Sur les relations entre l'UE et la Turquie, les membres du CCM ont salué les efforts qui sont actuellement déployés par la Turquie sur la question de la migration, estimant que le défi des migrations en Méditerranée orientale doit être relevé conjointement par l'UE et la Turquie.

Sur la situation de l'économie en Turquie, le CCM se félicite de la proposition de la Commission européenne de moderniser l'accord d'union douanière, mais rappelle la nécessité que l'accord soit pourvu d'un chapitre relatif au développement durable prévoyant des normes de travail, sociales et environnementales.

Sur les questions sociales et l'emploi en Turquie, le CCM a souligné que d'autres mesures et politiques doivent être mises en œuvre pour promouvoir les droits fondamentaux du travail et des conditions de travail décentes, dans le respect des conventions fondamentales de l'OIT. L'importance de favoriser la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle a également été soulignée.

Sur la question des droits et de l'emploi des femmes, les membres du CCM considèrent que l'émancipation économique et sociale des femmes et l'intégration de la dimension de genre sont toutes deux essentielles pour parvenir à une véritable égalité entre les sexes. Ils ont également souligné que la conciliation de la vie professionnelle et de la vie



familiale des femmes est un moteur de croissance et ont favorablement accueilli les initiatives telles que l'extension des mesures d'incitation à l'emploi des femmes.

En marge de la réunion, les membres du CCM UE-Turquie se sont rendus à l'Ambassade de Turquie à Bruxelles pour assister à l'inauguration d'une exposition photo en hommage aux martyrs du coup d'état manqué du 15 Juillet 2016.

JOINT DECLARATION by the EU-TURKEY JOINT CONSULTATIVE COMMITTEE, meeting in Brussels on 18 and 19 July 2017

- The EU-Turkey Joint Consultative Committee (JCC) brings together representatives of organised civil society from the EU and Turkey. It complements the other bodies set up within the framework of the Association Agreement between the EU and Turkey and enables civil society organisations from both sides to monitor the accession negotiations and initiate debates on issues of common interest. Its members come from various economic and social interest groups.
- The JCC reiterates its strong condemnation of the coup attempt against the democratically elected government and constitutional order witnessed in Turkey, on 15 July 2016. The JCC pays tribute to all victims of the attempted coup d'état, The JCC condemns the terrorist attacks that took place both in Turkey and in the EU. The JCC asks the EU member states and Turkey to take joint action against terrorists.
- Turkey has been a member of the Council of Europe since 1950, and has the responsibility to meet its obligations under the European Convention on Human Rights. The JCC stresses that, while all efforts should be made to bring the

perpetrators to justice, the right to fair trial and due process should be respected and that all measures taken should further strengthen democracy, civil rights and social cohesion, respecting universal fundamental rights, the independence of the judiciary and the rule of law. The JCC expresses great concern at the arrest and mass dismissals of public servants, and asks that Turkey lifts the state of emergency as soon as possible, as it deeply affects the Turkish citizens in their civil rights. The JCC notes the establishment of the Inquiry Commission on the State of Emergency Measures and welcomes its role in facilitating access to legal processes. The JCC calls for acknowledgement of peaceful citizens' initiatives as a signal of their engagement in public life.

- The JCC stresses the importance of maintaining the dialogue between Turkish and EU civil society organisations. It reiterates its commitment to continue long-term cooperation and underlines that civil society organisations can only function in an atmosphere of respect for civil liberties.

The state of EU-Turkey relations and the implementation of the EU-Turkey statement

- The JCC welcomes the recommendation to move forward with Chapters 23 (Judiciary and fundamental rights) and 24 (Justice, freedom and security) and calls for the opening of these two chapters. In line with Chapters 23 and 24, JCC members once again highlight the attention the EU-Turkey dialogue needs to give to the effective implementation of basic rights and freedoms based on:
 - Rule of law and the independence of judiciary;

- freedom of expression without fear of individual discrimination or punishment;
 - media freedom that promotes diversity;
 - freedom of association and assembly;
 - women's rights and gender equality;
 - trade union rights;
 - rights of minorities, including sexual, religious or cultural groups; consumer rights.
- The JCC encourages all parties to actively support the resumption of the negotiations on a fair, comprehensive and viable settlement of the Cyprus issue within the UN framework and the parameters set out by the UN Secretary General. The JCC welcomes the presence of the EU as observer in the last conference to ensure that the EU values can contribute to the process. The JCC asks the Turkish government to fully implement the Ankara Protocol for all European member states and thereby facilitate the opening of additional chapters on which negotiations were suspended. The JCC also takes note of the decision of the Council of the European Union of 22 January 2007 regarding the economic development of the Turkish Cypriot Community.
 - The JCC commends the huge efforts that are being made by Turkey to ensure adequate reception and living conditions for a large number of refugees. The number of refugees in Turkey has reached over 3.4 million, making Turkey the host country with one of the largest refugee populations in the world.
 - The JCC notes that the EU-Turkey statement of 18 March 2016 has continued to play a key role in ensuring that the migration challenge in the Eastern Mediterranean is addressed effectively and jointly by EU and Turkey. The JCC stresses the need for cooperation in order to tackle this challenge as the push factors for migration remain, and calls all parties to meet all their commitments.
 - JCC members reiterate their support for the visa liberalisation dialogue launched in December 2013 to progress towards the elimination of the visa obligation currently imposed on Turkish citizens travelling to the Schengen area for a short term stay. JCC members also take note of the important role that visa liberalisation could play in building trust between Turkey and the EU and its Member States, and therefore ask both the Turkish government and the Eu-

ropean Commission to fully cooperate in fulfilling the remaining benchmarks of the visa liberalisation Roadmap. The JCC underlines the need to meet all agreed benchmarks, including the ones regarding the full respect of fundamental rights.

Economic situation in Turkey and EU-Turkey economic developments

- The JCC welcomes the Turkish economy's resilience in the face of severe challenges; it acknowledges that this positive economic growth could be higher in the absence of the existing tensions and asks for efforts to strengthen the basis of mutual trust.
- The JCC acknowledges the establishment of a high level economic dialogue between the EU and Turkey, which brings together representatives from the Turkish government and the European Commission, including representatives of major business organisations from both sides, to further enhance economic relations, promote sound industrial relations, create a better business environment and deeper bilateral trade and investment links and calls for the second meeting of the high level economic dialogue in autumn 2017.
- The JCC welcomes the European Commission's proposal for the modernisation of the Customs Union Agreement and the recommendations that the enhancement of the bilateral trade relations should cover additional economic sectors as well as a sustainability chapter on labour, social and environmental standards.
- The JCC believes that any type of trade agreement between the EU and Turkey

will have to include effective consultation and inclusion of the social partners (employers associations and trade unions) and other civil society organisations at both the negotiating and implementation stages. In this sense, the JCC expresses its readiness to play this consultative role in its capacity as a joint civil society body within EU-Turkey relations.

The state of social issues and employment in Turkey, including rights and employment of women

- The JCC takes note that the ILO European regional conference will be held in Istanbul.
- The JCC underlines that further measures and policies should be implemented to promote fundamental labour rights and decent work, in compliance with ILO fundamental conventions, and to facilitate the transition from the informal to the formal economy, thus increasing the tax base for governments and fair competition among enterprises. The JCC acknowledges the opportunities that fair trade and corporate social responsibility offer to EU and Turkish businesses.
- The JCC stresses that it is in the interests of both parties to move decisively and irreversibly towards a pluralist, peaceful society in which all ideas, except for incitement to violence, may be freely expressed, where freedom of expression and of association, including the right to demonstrate in public and to take part in strikes, according to national laws, are important principles, and where all the components of civil society, including minorities of every kind, may exist and speak out freely.
- The JCC recalls the importance of promoting sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all, in line with SDG No 8 in the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development.
- The JCC stresses that equal access to the labour market is a corner stone of women's economic independence and participation in public life. Access to digital and financial inclusion should be facilitated and increased while support for women's entrepreneurship should be scaled up.
- The JCC calls for action and investment to further support women's employment in better quality jobs.

- The JCC asks that, besides political commitment, gender equality laws and policies in both the EU and Turkey are fully implemented in practice and concrete support, quantifiable objectives and identified incentives are provided to overcome the inequality between men and women.

- The JCC considers that the social and economic empowerment and gender mainstreaming of women are both crucial to achieving real gender equality. The female education and employment rate must increase and opportunities must be provided for women joining the labour force, such as relief from domestic responsibilities and social care services, including child and elderly care; relevant infrastructures must be put in place to that end.

- The JCC underlines that the reconciliation of work and family life for women is an engine of growth. The public authorities have to guarantee high quality social services, income support, transfer payments and adequate social security.

- The JCC welcomes initiatives such as the extension of the incentives for the employment of women (Government Decree nr. 2015/8321, Official Gazette nr. 21576, 28 December 2015), and stresses that there should be a new and substantial childcare system in Turkey, which does not put the financial burden on employers, and therefore does not discourage from employing women. It is also necessary to professionalise the care sector in order to get jobs out of the informal economy in both the EU and Turkey.

Next JCC meeting

- The 37th meeting of the JCC should take place in Adana, Turkey in the second half of 2017.

VISITE D'UNE DÉLÉGATION CONJOINTE MEMUR-SEN ET EGITIM BIR-SEN EN SERBIE, MONTÉNÉGR0, BOSNIE & CROATIE



Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par le président Ali Yalçın, composée notamment du vice-président du syndicat Egitim Bir-Sen, Hasan Yalçın Yayla, s'est rendue du 05 au 11 mai, en Serbie, au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie pour des visites de travail et d'échange. Ces rencontres marquent la volonté de multiplier les initiatives visant à renforcer la solidarité et la coopération inter-syndicale. En marge des visites syndicales, la délégation Memur-Sen a été accueillie par des représentations diplomatiques turques, des établissements scolaires et universitaires ainsi que par diverses institutions.

En Serbie, première étape de la tournée, le président de la confédération Memur-Sen a rencontré à Belgrade, outre la présidente du syndicat de l'éducation (UNIJA), Jasna Janovic, le directeur de cabinet du ministère de l'éducation, de la Recherche et du Développement Économique, M.Milos Blagojevic.



La rencontre a permis à la délégation Memur-Sen de faire le point sur les perspectives de coopération avec l'UNIJA. Dans ce cadre, après avoir longuement échangé sur les questions liées à l'éducation, les priorités à dégager et les axes de travail, les parties ont exprimé leur volonté commune d'approfondir le dialogue et de contribuer au renforcement de la coopération intersyndicale entre les organisations des deux pays.

Au Monténégro, les différentes visites prévues ont permis à la délégation Memur-Sen de rencontrer le président du syndicat de l'éducation du Monténégro, Zvonko Pavicevic ainsi que le président des syndicats indépendants, Srdja Kekovic. Les parties ont passé en revue l'état des relations et de la coopération dans le domaine de l'éducation et les voies et moyens de les améliorer.

De plus, le président Yalçın a été reçu par le Ministre de l'Éducation, Damir SehoVIC, la rencontre a permis aux deux parties de faire le point sur la promotion du renforcement de la coopération internationale, notamment dans le domaine de l'éducation.

En Bosnie-Herzégovine, le président de la confédération Memur-Sen a rencontré le président des syndicats indépendants du Monténégro, Ismet Bayramovic, ainsi que le président des syndicats de l'enseignement primaire, Selvedin Satorovic. Les parties ont projeté de se tourner vers une coopération plus ap-

profondie. A l'issue de la visite, la délégation Memur-Sen a invité ses interlocuteurs à se rendre en Turquie pour aborder ces futurs projets.

En Croatie, dernière étape de la visite, la délégation Memur-Sen a été reçue par la présidente du syndicat des enseignants, Sanja Sprem, la rencontre a permis aux deux parties de faire le point sur les relations bilatérales dans le domaine de l'éducation.



PARTICIPATION DE LA CONFÉDÉRATION MEMUR-SEN AUX TRAVAUX DE LA 106E CIT DE L'OIT



Une délégation de la confédération Memur-Sen de haut niveau, composée d'experts et de conseillers et conduite par son président Ali Yalçın, a pris part aux travaux de la 106e Conférence Internationale du Travail qui s'est tenue à Genève, Suisse, du 5 au 16 juin 2017. Cette année encore, plus de 5000 délégués du monde entier étaient au rendez-vous pour discuter des principaux enjeux du monde du travail. Des questions de gouvernance équitable et efficace des migrations de main-d'œuvre aux pires forme de travail des enfants en passant par le travail des femmes et des processus de recrutement équitables, les sujets de discussion n'ont pas manqué. L'objectif étant de parvenir à un travail décent, dans le respect des normes et conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Comme seule agence 'tripartite' de l'ONU, l'OIT a réuni cette année plus de 5000 délégués, des représentants de gouvernements, employeurs et travailleurs, de 187 États membres pour établir des normes internationales, élaborer des politiques et concevoir des programmes visant à promouvoir le travail décent pour tout le monde. De plus,



l'OIT a aussi comme rôle de contrôler l'implémentation des conventions ratifiées au niveau national dans les États membres.

Cette année, les sujets centraux étaient notamment la promotion de la paix et de la stabilité dans les pays sortant d'un conflit, le renforcement de la gouvernance des migrations de la main d'œuvre et l'écologisation de l'économie.

Ces deux semaines de discussion ont permis à la délégation Memur-Sen de prendre part aux travaux de la CIT, de joindre ses efforts pour relever les défis que posent les crises, les migrations de main-d'œuvre et la transition écologique au monde du travail.

La 106ème CIT a ainsi adopté une nouvelle norme de référence, la recommandation sur le travail décent au service de la paix et de la résilience. Une nouvelle norme de référence qui offre un cadre normatif unique axé sur les mesures liées au monde du travail, pour prévenir les conflits et les catastrophes et pour répondre à leurs effets dévastateurs sur les économies et les sociétés, en accordant une attention particulière aux groupes de population vulnérables, comme les enfants, les jeunes, les femmes et les personnes déplacées. Les déplacements forcés dus aux crises économiques, géopolitiques et aux catastrophes sont d'une actualité brûlante. Des millions de travailleurs sont ainsi condamnés à l'errance et à la précarité, complètement exposés aux vicissitudes et intolérances de toutes natures.

« C'est une réponse vitale du monde du travail à des millions de personnes affectées ou déplacées par des crises ou des catastrophes. Non seulement nous sommes à leur écoute mais nous agissons pour elles, et avec elles », a déclaré le directeur général de l'OIT Guy Ryder, dans son allocution de clôture.



En outre, une commission spéciale s'est penchée sur la question des migrations de main d'œuvre et a invité l'OIT à jouer un rôle moteur dans la promotion du travail décent dans les migrations de main-d'œuvre, y compris dans le processus qui aboutira au Pacte mondial des Nations Unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières qui devrait être adopté en 2018.

Les conférenciers ont également débattu au sein des commissions, de principes et droits fondamentaux du travail, d'application des conventions et de justice sociale, conditions sine qua non pour bâtir un monde équitable. Un avis que partage Ali Yalçın qui estime que, pour que le dialogue social soit solide, « il faut que toutes les parties aient une bonne vision de la nature et du rôle de chaque acteur, qu'il y ait un respect mutuel et une mise en œuvre correcte des décisions prises ensemble. Quand on résume le syndicat à une organisation qui ne fait que revendiquer, c'est déjà une méconnaissance de l'organisation syndicale qui, je le rappelle, a essentiellement quatre fonctions: 1/ éduquer, 2/ prendre part à la normation, c'est à dire veiller à la mise en œuvre correcte des lois et des règlements pour permettre une vie judicieuse à toutes les populations, 3/ assurer une représentation dans les instances de décision et faire des propositions pour que la démocratie soit renforcée. 4/ La quatrième et

dernière fonction, c'est la fonction revendicative.», a expliqué le chef de la délégation Memur-Sen.

S'agissant de la Commission de l'application des normes, cette dernière traite et examine les cas de non-implémentation ou infraction des conventions de l'OIT. A cet égard, la Turquie a fait l'objet d'allégations concernant le non-respect de la Convention No: 135 de l'OIT, portant sur la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et les facilités à leur accorder (Entrée en vigueur: 30 juin 1973). Le président Yalçın a précisé que, dans le cas présent, ces allégations n'étaient pas totalement justifiées. En effet, dans un contexte de tentative de coup d'Etat particulièrement sanglant, il faut donner du temps au temps, accorder sa confiance à la profonde tradition étatique et démocratique de la Turquie.

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION SYNDICALE ENTRE LES CONFÉDÉRATIONS MEMUR-SEN ET FISEMA



En mission en terre malgache, du 27 au 28 février dernier, une délégation de la confédération Memur-Sen a rencontré les leaders du mouvement syndical malgache et dirigeants de la confédération FISEMA.

Conduite par son vice-président Haci Babyram Tonbul et accompagné du Conseiller en Relations Internationales, Nihat Aksen, la délégation Memur-Sen a effectué une séance de travail avec les cadres de la FISEMA.

La séance de travail, présidé par le Secrétaire Général de FISEMA, José Randrianasolo, a permis aux deux confédé-

rations de jeter les bases d'une collaboration renforcée en vue notamment de favoriser le partage d'expériences et la mise en place de programmes de formation touchant différents domaines du mouvement syndical.

La FISEMA a aussi confirmé son engagement à soutenir l'effort de Memur-Sen dans la mise en place d'un Réseau Syndical Mondial fort. Un réseau de solidarité qui permettra d'exprimer les attentes et les préoccupations des travailleurs dans le cadre de la coopération entre Sud-Sud essentiellement.

À noter que dans le cadre de cette coopération, Memur-Sen axe principalement ses efforts dans la Formation des différents Cadres Syndicaux de ses partenaires. La Secrétaire Générale Adjointe de la Fédération des Syndicats des Travailleurs des Energies et des Mines (FSTEM) affiliée à la FISEMA vient de bénéficier d'une formation de haut niveau à Ankara du 9 octobre au 13 novembre 2017. À cet égard, il est prévu que la confédération FISEMA bénéficie des expériences et des ressources de Memur-Sen, la plus grande confédération des syndicats de fonctionnaires en Turquie, qui compte plus d'un million de membres sur les 3,2 millions de fonctionnaires existants.



RENCONTRE INTERSYNDICALE AVEC L'OTM-CS AU MOZAMBIQUE



Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par le vice président Haci Bayram Tonbul, composée notamment du conseiller aux relations Internationales, Nihat Aksen, s'est rendue du 25 au 27 Février 2018 à Maputo, au Mozambique pour des visites de travail et d'échange avec la Confédération OTM-CS. Ces rencontres marquent la volonté de multiplier les initiatives visant à renforcer la solidarité et la coopération inter-syndicale.

La rencontre a permis à la délégation Memur-Sen de faire le point sur les perspectives de coopération avec l'OTM-CS. Après avoir longuement échangé sur les questions liées à la formation syndicale, les parties ont exprimé leur volonté commune d'approfondir le dialogue et de contribuer au renforcement de la coopération intersyndicale entre les organisations des deux pays.

A l'issue de la réunion, les parties ont projeté de se tourner vers une coopération plus approfondie, la délégation Memur-Sen a invité ses interlocuteurs à venir se rendre au mois de Mai 2018, en Turquie. En vue de prendre part aux travaux de la conférence internationale intitulée " L'Humain, le Travail et la Concurrence Globale".

En marge des visites syndicales, la délégation Memur-Sen s'est rendue dans la périphérie de la ville de Maputo où elle a été accueillie par la directrice du centre de formation de l'OTM-CS.

De plus, le vice président Tonbul a été reçu par l'Amabassadeur de Turquie à Maputo, S.E Madame, Zeynep Kızıltan, la rencontre a permis aux deux parties de faire le point sur les relations bilatérales entre le Mozambique et la Turquie. Cette visite d'amitié aura permis, en outre, à la délégation Memur-Sen de recueillir des informations sur la nature et la portée des actions syndicales de l'OTM-CS.

PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGATION MEMUR-SEN AUX TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU MLC



Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par son vice président M. Haci Bayram Tonbul, s'est rendue à Maurice pour participer aux travaux de l'Assemblée Générale du MLC.

Dans son allocution, le vice président Tonbul a félicité M. Peerun pour sa réélection à la tête du MLC, il a également tenu à s'exprimer sur le rôle significatif de la MLC pour son engagement dans la lutte pour la protection des intérêts socio-économiques des travailleurs mauriciens.

Le vice-président Haci Bayram Tonbul s'est également félicité de la création d'une Amicale Maurice-Turquie, espérant que les fruits de cette association permettront de rapprocher les deux pays, à l'image des relations d'excellence qu'entretiennent le MLC et la confédération Memur-Sen.

S'agissant du mouvement syndical mondial, le Président Tonbul a également évoqué l'aggravation des inégalités de revenus à travers le monde: «Il faut replacer l'être humain au cœur des politiques de développement», a-t-il dit. Il a par ailleurs encouragé ses pairs à changer de paradigmes afin de passer de la rhétorique à l'action.

RENCONTRE INTERSYNDICALE EN ARGENTINE, AU CHILI ET AU BRÉSIL



Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par son vice président, Mehmet Emin Esen, a effectué une visite multi-écoles en Amérique du Sud. Les rencontres ont permis de souligner les convergences et la solidarité avec les mouvements syndicaux de la région.

En Argentine, Buenos Aires, 8 au 10 septembre 2017

Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par son vice président, Mehmet Emin Esen, a effectué une visite à Buenos Aires, en Argentine, du 8 au 11 septembre 2017. La rencontre a été l'occasion de souligner la forte solidarité avec les mouvements syndicaux argentins qui, à l'instar de leurs homologues turcs, luttent pour l'amélioration des conditions de travail.

Ce déplacement s'inscrit dans le cadre de la solidarité intersyndicale dont les grandes lignes ont été rappelées par le vice président Esen lors de sa visite à Buenos Aires.

Temps fort de cette visite, la délégation Memur-Sen a été reçue par Julio Fuentes, président de la Confédération Latinoaméricaine et des Caraïbes des Travailleurs du Secteur Public (CLATE). Les parties ont échangé sur les salaires et les niveaux de protection sociale, l'emploi des jeunes, les droits des travailleurs du secteur public, la transition nu-

mérique et ses effets sur l'emploi. La journée s'est achevée par un dîner offert par Julio Fuentes, président de la CLATE. Le lendemain, la délégation a été reçue par M. Pablo Micheli, président de la Centrale des Travailleurs de l'Argentine (CTA-A). La rencontre a été l'occasion de souligner la forte solidarité liant les organisations syndicales latino-américaines et turques et d'échanger sur les moyens d'intensifier la coopération bilatérale. Les parties ont notamment convenu de poursuivre leurs échanges de manière régulière, notamment à l'occasion du prochain forum international d'Istanbul qui rassemblera début 2018 les organisations syndicales de plus de 70 pays.

Après un séjour de deux jours à Buenos Aires, la délégation Memur-Sen a poursuivi son périple au Chili.



Au Chili, Santiago, 11 au 13 septembre 2017

Cette mission exploratoire en Amérique du Sud, participe de la volonté de la Confédération Memur-Sen de renforcer ses liens avec les syndicats chiliens.

La délégation Memur-Sen, conduite par son vice-président, M. Mehmet Emin Esen, a été reçue par M. Oscar Olivos Madariaga, président de la CAT. Après avoir échangé longuement sur leurs méthodes de travail respectives et les expé-

riences croisées de leurs institutions en matière de défense des intérêts des travailleurs, les parties ont souligné l'importance de la solidarité et de la convergence entre les organisations syndicales. Les parties ont également évoqué la nécessité de créer un réseau syndical visant à faciliter le partage de bonnes pratiques. La visite s'est achevée par un déjeuner offert par M. Oscar Olivos Madariaga, président de la CAT.

Le lendemain, la délégation s'est rendue au siège de la CUT pour rencontrer Mme Tamara Munoz Valenzuela, vice-présidente en charge des relations internationales, ainsi que la présidente de la commission des femmes, Mme Julia Requena Castillo, et le secrétaire administratif, M. Jode Manuel Diaz Zavala.

Au cours de cette réunion, de nombreux sujets ont été évoqués tels que l'importance de la protection sociale comme une stratégie clé pour arriver au développement durable et inclusive des sociétés. Les parties ont également échangé sur le rôle des syndicats pour réduire la pauvreté et les inégalités en valorisant le capital humain et en renforçant la résilience des jeunes et des femmes.



Au Brésil, Sao Paolo, 13 au 15 septembre 2017

La délégation Memur-sen s'est rendue à Sao Paolo (Brésil) le 13 septembre 2017 pour une visite de travail de deux journées avec les dirigeants de la confédération UGT, Union Générale des Travailleurs. Cette visite répondait à une invitation du président de cette centrale, M. Ricardo Patah.

Ce déplacement participe de la volonté de la confédération Memur-Sen de renforcer ses liens avec les acteurs syndi-

caux du Brésil, ce renforcement constituant un axe prioritaire de ses relations extérieures.

Cette rencontre a d'abord permis à la délégation Memur-Sen et à l'UGT de mieux se connaître et de mieux comprendre leurs méthodes de travail respectives.

Ricardo Patah a souligné l'importance de ce type d'échange: "à un moment où l'économie est de plus en plus mondialisée, ce type d'échange d'expériences vient à point nommé, en ce qu'il permet de renforcer les actions syndicales internationales", a-t-il dit.

En conclusion de la réunion, la délégation Memur-Sen a souligné les convergences entre les deux institutions, en particulier dans la volonté de renforcer la place du syndicalisme et des droits syndicaux aussi bien sur le plan national et qu'international.



YALÇIN PREND LA PAROLE À LA 10E RÉUNION RÉGIONALE EUROPÉENNE



Le 3ème jour de la réunion régionale européenne de l’OIT, le président de la confédération Memur-Sen, Ali Yalçın, s’est dit en désaccord avec la théorie: ‘Ressources limitées pour des besoins illimités’. Les ressources sont inépuisables et les besoins de chacun peuvent être satisfait si elles sont justement réparties. La 10e réunion régionale européenne de l’OIT s’est déroulée en Turquie du 2 au 5 octobre. Le président de la confédération Memur-Sen Ali Yalçın est intervenu à l’occasion du débat sur le ‘Travail et la société’ de demain.

Comme à son habitude le programme a débuté par des réunions de consultation des groupes travailleurs et employeurs. Les réunions se sont poursuivies avec l’assemblée générale par des débats qui se sont tenus en séance plénière sur le sujet de la ‘Gouvernance du travail’ et ‘Travail et Société’.

Attirant l’attention sur l’évolution de la technologie et les nouvelles formes du travail, le panel intitulé travail et société, M. Ali Yalçın a déclaré: ‘ la connaissance de l’homme introduit une nouvelle ère dans la génération, l’évolution et le développement détermine la direction de l’Homme et de l’humanité’ a-t-il dit.

Et rajoute une fois de plus sont désaccord pour la théorie ‘ressources limitées pour des besoin illimités’ en montrant pour cause la justice non établie.

Prévention pour les heures de travail flexibles

Pendant son allocution Ali Yalçın, tire l’attention sur les heures de travail flexible et invite à prendre des préven-



tions. Nous ne pouvons pas délaissier le danger horaire de travail flexible qui entraine une durée de travail illimité et cause des effets néfaste sur la vie familiale ainsi que sociale, dans ce débat où il est sujet du taux de fécondités des femmes et du vieillissement de la population occidentale.

Le dialogue social

Tout comme les avantages de la mondialisation les désavantages ne devront pas être négligeable car la concurrence qu’elle engendre change la compréhension de la justice.

Les cadres traditionnels de la réglementation du travail tels que le dialogue social, les institutions et les normes du marché du travail, y compris le droit du travail, les normes internationales du travail et les systèmes d’administration et d’inspection, sont de plus en plus



bousculés par l'évolution de l'économie mondiale et les transformations du monde du travail, notamment par les formes nouvelles d'organisation du travail et de la production. C'est pourquoi le dialogue sociale est un pilier nécessaire entre les employeurs, les travailleurs et le gouvernement.

En Turquie le mode de fonctionnement du travail est divisé en deux, les ouvriers et les fonctionnaires. L'adhésion à un syndicat représente un chiffre de 12% pour les ouvriers et 70% pour les fonctionnaires dont un totale de 27% . Le rapport préparé par Guy Ryder et son équipe montre un taux de syndicalisation en turquie de 12% se référant a cette erreur Ali Yalçın a voulu une rectification du rapport qu'il conçoit d'injuste pour la Turquie.

LA 2EME FORMATION CERTIFIANTE 'SYNDICALISME INTERNATIONAL ET POLITIQUES SOCIALES'



Venant de 23 pays et de 25 confédérations différentes les conseillers syndicaliste en relation international se sont retrouvés au petit déjeuner avec le président de la confédération Memur-Sen, Ali Yalçın qui a débuté son discours d'ouverture en ces termes: 'Lorsque nous réussiront à la répartition égale des revenus nous vivront dans un monde en paix. Nous syndicaliste, luttons pour le bonheur du monde.'

Avec la coopération de Memur-Sen et l'institut d'administration publique de Turquie (TODAIE) la 2ème formation 'Syndicalisme international et politiques sociales' a commencé. Les 25 membres et conseillers en relation international se sont retrouvés avec le président de la confédération Memur-Sen, ainsi que sa délégation composé de ces vice-président Mehmet Emin Esen et Günay Kaya ainsi que



le directeur de TODAIE Prof.Dr. Onur Ender Aslan autour d'un petit déjeuner.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Ali Yalçın : "Peu importe la couleur de peau; tous les Hommes ont en partage la même couleur de sueur, c'est pourquoi le travail est universelle. Cette formation a pour objectif d'échanger les expériences respectives de chacun, ainsi de repartir la bienveillance. L'orsque nous réussiront à une répartition égale des revenus nous vivront dans un monde en paix.' a-t-il dit.

Par la suite le directeur de TODAIE Prof. Dr. Onur Ender Aslan, a souhaité la bienvenue aux syndicalistes participant à la formation et s'est dit heureux de faire connaissance et de partager leur savoir.



LA DÉLÉGATION MEMUR-SEN VISITE LE NÉPAL, LE BANGLADESH ET LES ROHINGYAS



Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par son vice-président, Günay Kaya, a effectué une visite de travail et d'amitié au Népal et au Bangladesh.

Memur-Sen poursuit ses missions exploratoires et ses rencontres intersyndicales en effectuant des visites de travail et d'amitié au Népal et au Bangladesh. La délégation Memur-Sen, dirigée par le vice président Kaya, a été accueillie par les confédérations syndicales népalaises et bangladais.

Au Népal, la délégation Memur-Sen, accompagnée d'une imposante délégation syndicale, composée notamment de MM Dilly Chaudhary et Bishnu Rimal, tous deux dirigeants de la Fédération Générale des Syndicats Népalais (GEFONT), de Mme. Khila Nath Dahal, présidente de la confédération NTUC, de M. Ganesh Regmi, président adjoint de la Confédération Nationale des Syndicats Népalais (ANTUF), a été reçue par le Ministre du Travail du Népal, M. Gokarna Bista.

Les parties ont échangé sur les perspectives de coopération syndicale et sur les possibilités de renforcement du partenariat dans les domaines du partage des bonnes pratiques et l'échange de retours d'expériences.

Au Bangladesh, la délégation Memur-Sen a été accueillie, tour à tour, par la Confédération des Syndicats Indé-

pendants du Bangladesh (BFTUC), la Confédération des Travailleurs du Bangladesh (BLF) et par la Fédération des Travailleurs Communs (BSSF). Les réunions se sont déroulées en présence de M.Repon Chowdury, secrétaire général de la confédération BFTUC, de M. Delwar Hossain, secrétaire général de la BLF et du président Tofazzal Hossain pour la BSSF.

Les parties ont passé en revue la situation du mouvement syndical au Bangladesh et en Turquie. Elles ont échangé sur les perspectives de la coopération syndicale entre les deux pays et sur les possibilités de renforcement du partenariat notamment dans le domaine du partage de bonnes pratiques et l'échange de retours d'expériences.

En marge des visites de travail, la délégation Memur-Sen s'est rendue dans un camp de réfugiés pour recueillir et rendre compte de la situation dramatique vécues par les musulmans Rohingyas qui ont fui par centaines de milliers la Birmanie voisine.





REVDICATION DE MEMUR-SEN SUR L'ABROGATION DES CDD DANS LA FONCTION PUBLIQUE



Le président de la confédération Memur-Sen, M. Ali Yalçın, a fait part de ses analyses sur le déroulement des négociations des accords collectifs en cours.

La négociation collective, dont la période légale est de 30 jours, qui doit mener à la signature de protocoles d'accord concernent aussi bien les fonctionnaires (actifs et retraités) que les agents non-titulaires de la fonction publique.

Pour la quatrième fois consécutive, en qualité de centrale syndicale la plus représentative des fonctionnaires de Turquie, la confédération Memur-Sen négocie avec les autorités gouvernementales sur l'évolution des salaires et 256 points de revendications.

S'agissant de l'augmentation des salaires sur la période 2018 et 2019 en % cumulé, Memur-Sen a d'emblée critiqué la proposition de la Ministre du Travail, qui tablait sur une augmentation de 12.5%. Cette augmentation n'a pas convaincu Memur-Sen qui prévoit de ne pas signer l'accord si la hausse des salaires est inférieur à 20%.

En outre, toujours dans le but de préserver le pouvoir d'achat des fonctionnaires, l'Etat devra s'engager à réajuster les salaires, si les taux d'inflation sur la dite période devaient être supérieur au taux de l'augmentation des salaires.

SYMPOSIUM SUR "LE POUVOIR DES MÉDIAS ET LA SUPRÉMATIE DE L'INFORMATION SUR LES ARMES"

Le vice-président de la Confédération Memur-Sen, M. Levent Uslu, accompagné d'une délégation, s'est rendu à Bagdad (Irak) le 10 octobre 2017 en vue de prendre part au symposium sur "Le pouvoir des médias et la suprématie de l'information sur les armes", organisé par la Confédération Internationale des Syndicats Arabes (ICATU).





Après une séance plénière ouverte par une allocution de bienvenue du président de la Confédération Internationale des Syndicats Arabes (ICATU), M. Ghassan Ghosn, le chef de la délégation Memur-Sen, M. Levent Uslu, s'est exprimé devant un parterre de représentants internationaux: « Nous devons unir nos forces sur le plan de la solidarité internationale en vue de faire front commun pour développer l'impact de nos communications syndicales », a-t-il dit. A l'heure de la multiplication des conflits armés dans la région du Moyen Orient, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la coopération nourrie entre Memur-Sen, l'ICATU et les institutions syndicales des États Arabes .

Le symposium a permis d'analyser, dans une perspective comparatiste, le phénomène de la partialité des canaux d'information et leurs conséquences désastreuses sur l'opinion internationale.

Étaient Présents, le vice-président Irakien, M. Nuri El-Maliki, le Secrétaire Général de la Confédération des Syndicats Arabes, M. Ghassn Ghosn, le président de la GFIW, M. Sattar Dunops Barrak et le président de la FAJ, Müeyyed El-Lami.



'LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES SYNDICATS ET DES ORGANISATIONS DU TRAVAIL' DÉBUTE À ISTANBUL



La deuxième édition de La Conférence internationale "Tous ensemble pour Al-Quds (Jérusalem)" a réuni plus 250 participants issus de 50 pays, à Istanbul.

Menée par Ali Yalçın et composée notamment des vice-présidents Mehmet Emin Esen et Levent Uslu, une importante délégation de la confédération Memur-Sen a pris part à la seconde édition, à Istanbul, de la conférence internationale "Tous ensemble pour Al-Quds (Jérusalem)".

Étaient également présents, le président de l'Union syndicale des agents des collectivités territoriales et des municipalités, M. Mürsel Turbay, la présidente de la Commission des Femmes de Memur-Sen, Mme Habibe Öçal, le président de la Commission des Jeunes de Memur-Sen, M. Eyüp Beyhan et le président de la confédération de Hak-iş M. Mahmut Arslan.

À cette occasion, le vice-président de la confédération Memur-Sen, M. Mehmet Emin Esen, a déclaré que la ville de Jérusalem est un lieu de pèlerinage pour



les trois grandes religions monothéistes. J'appelle de tous mes vœux la communauté internationale à condamner les actes de violation des droits de l'Homme perpétrés par les autorités israéliennes.



LA CONFÉRENCE DES SYNDICATS INTERNATIONAL ET DES ORGANISATIONS DU TRAVAIL S'ACHÈVE AVEC LA DÉCLARATION D'ISTANBUL



La seconde conférence des syndicats internationaux et des organisations du travail à Istanbul a vu la participation d'une délégation de la confédération Memur-Sen, menée par son président, Ali Yalçın, composée notamment de ses présidents adjoints Mehmet Emin Esen et Levent Uslu. Ainsi que les présidents des syndicats, de l'Union syndicale des agents de collectivités territoriales et des municipalité Mürsel Turbay, la dirigeante de la commission des femmes Habibe Öçal et le président du syndicat des jeunes affiliées à Memur-Sen Eyüp Beyhan. Accompagné notamment du président de la confédération de Hak-iş Mahmut Arslan, la conférence a rassemblé 250 participants venant de 50 pays différents.

Le sujet du panel de la première audience a été "la situation humanitaire en Palestine".

La deuxième audience a pris en main "les séminaires d'éducation à Jérusalem".



Le programme s’est conclu pour son premier jour avec la troisième audience intitulé “soutien pour Jérusalem et la Palestine”.

À cet égard, Mehmet Emin Esen, vice-président de la confédération Memur-Sen, s’est adressé à l’assemblée générale: “Une valeur de trois religion divine: Jérusalem, du prophète Salomon au prophète David, du prophète Jésus au prophète Muhammed, un lieu dit sacré. L’orsque le prophète Omer a conquis cette ville, n’a pas détruit les lieux sacrés des autres religions. La pratique des religions, de moeurs n’a jamais été interdit. Jusqu’à ce jour les gens vivaient dans la paix et le boheur. Selahattin Eyyübi a fait de même. Aujourd’hui, Jérusalem est face à un grand danger. Le judaïsme veut régner sur Jérusalem, le sionisme veut l’uniformiser et le monde entier reste silencieux. Cela ne devrait pas être autorisé. Le fondateur de Memur-Sen, Akif İnan considéré comme le poète de Jérusalem, a toujours voulu un libre Jérusalem. Nous allons continuons notre combat pour un libre Jérusalem et une Palestine libre.” a-t-il dit.



PARTICIPATION D’UNE DÉLÉGATION MEMUR-SEN AU SÉMINAIRE: “RÔLE DES SYNDICATS DANS LA PRÉVENTION DES SITUATIONS DE VIOLENCE AU TRAVAIL”



Réunis en Macédoine à l’occasion du séminaire portant sur le “Rôle des syndicats dans la prévention des situations de violence au travail”, le vice-président de la confédération Memur-Sen, Levent Uslu a déclaré: “La prise en charge par les organisations syndicales de la lutte contre les violences au travail est primordiale”, a-t-il dit.

Dans son allocution, Levent Uslu a précisé qu’“aucun-e salarié-e ne doit subir d’harcèlement moral ou physique susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d’altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel.”

Organisé par l’Union des Syndicats Indépendants et Autonomes de Macédoine (UNASM) et co-financé par la Commission Européenne et l’EZA (Centre Européen pour les Travailleurs), le séminaire intitulé “Rôle des syndicats dans la prévention des situations de violence au travail” a rassemblé des représentants



de confédérations syndicales issus de Macédoine, Turquie, Albanie, Kosovo et du Monténégro.

Au terme de cette réunion, les participants ont identifié deux problèmes majeures:

- 1- Les carences dans l'application des normes juridiques entraînant des décisions de justice prises, dans la plupart des cas, au détriment des travailleurs.
- 2- Le manque de formation et de préparation des représentants syndicaux dans la prise en main des conflits. En effet, être socialement responsable signifie non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables mais aussi intégrer les préoccupations sociales.

CÉRÉMONIE DE REMISE DES CERTIFICATS AUX PARTICIPANTS À LA FORMATION EN "SYNDICALISME INTERNATIONAL ET POLITIQUES SOCIALES"



Cérémonie de remise des certificats aux participants à la formation en "Syndicalisme International et Politiques Sociales" organisé conjointement par la confédération Me-

mur-Sen et l'Institut d'Administration Publique pour la Turquie et le Moyen-Orient (TODAIE).

Dans le cadre du programme de formation en "Syndicalisme International et Politiques Sociales" réalisé en partenariat avec l'Institut d'Administration Publique pour la Turquie et le Moyen-Orient (TODAIE) et la confédération Memur-Sen, 25 participants issus d'horizons géographiques et disciplinaires variés, en charge pour la plupart des relations internationales au sein des confédérations syndicales qu'ils représentent, avaient été conviés à Ankara, pour une durée de 30 jours.

La cérémonie de remise des certificats diplômants s'est déroulée en présence de M. Ali Yalçın, Président de la Confédération des Agents de la Fonction Publique (Memur-Sen), de M. Onur Ender Aslan, Directeur de l'Institut d'Administration Publique (TODAIE), de M. Mehmet Emin Esen, vice-président de la confédération Memur-Sen ainsi qu'un grand nombre d'invités institutionnels. Dans son allocution, le président de la confédération Memur-Sen, M. Ali Yalçın, s'est exprimé en ces termes: «La mise en œuvre de ce programme de formation répond à un engagement, notamment dans le domaine du partage de bonnes pratiques et l'échange de retours d'expériences. Ce type de programme, non seulement, nous permet de mieux nous connaître mutuellement, mais aussi de nous faire bénéficier des expériences des uns et des autres.», a-t-il dit.

Revenant sur l'importance de ce programme de formation, M. Yalçın a ajouté: «Ce programme de formation a pour objectif de renforcer les relations extérieures des confédérations représentées, il permettra également aux parti-



cipantes et aux participants de partager des expériences et des pratiques avec des personnes occupant les mêmes fonctions, de réfléchir et de développer des synergies pour augmenter l'impact des communications syndicales.»

Ali Yalçın s'est aussi exprimé sur les défis énormes que sont la lutte contre l'exclusion, la précarité et l'inégalité des richesses et sa répartition: «Alors que plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim, les 62 plus grandes fortunes possèdent autant que 3,6 milliards d'individus sur la planète. Nous vivons dans un monde qui nous invite à plus d'efforts et d'engagement pour conduire et accompagner le changement. Nous devons faire front commun contre la pauvreté et pour la justice sociale.», a-t-il conclu.

La cérémonie s'est clôturée par une réception afin de permettre à chaque invité de se divertir et de se retrouver. Une occasion pour les participants d'échanger avec leurs professeurs sur leurs parcours, leurs envies et leurs projets professionnels.

Ci dessous, la liste des participants et les noms des confédérations représentées:

- Al Dujaili Shuhad (Irak)
- Ali Mahamat Sabire (Tchad)
- Alkhaja Yusuf (Bahrein)
- Classen Ester, PSA (Afrique du Sud)
- Davlatov Karomatullo (Tadjikistan)
- Dawadi Deepa, GEFONT (Nepal)
- Ekpo Victor (Nigeria)
- Gaete Seron Vanessa, CAT (Chili)
- Gafaro Barrera, Andres, CGT (Colombie)
- Garcia Gustavo, UGT (Brésil)



- Gorini Manuel, CTA-A (Argentine)
- Kamara Emmanuel (Sierra Leone)
- Khan Tawhid (Bangladesh)
- Khoualdia Imen (Tunisie)
- Kwanyukuri Marion, COTU-K (Kenya)
- Mamedova Nargiz (Azerbadjan)
- Mazouz Youssef, UNTM (Maroc)
- Padua Luiz Gustavo, CCSCS (Organisation regroupant 8 pays d'Amérique Latine et 19 confédérations)
- Paz Gonzalez Luis Alberto, CROC (Mexique)
- Ratalalao Noro Patricia, FISEMA (Madagascar)
- Sadeghzadeh Tabrizi Mahdi, (Iran)
- Singh Divyanshu (Inde)
- Sun Lyhov (Cambodge)
- Zdravkovska Emilija (Macédoine)
- Züge Roberta, CNPL (Brésil)



VISITE DE TRAVAIL EN TUNISIE AVEC LES DIRIGEANTS DE L'OTT.



Une délégation de la Commission pour les Retraités de la confédération Memur-Sen conduite par son Président, M. Emin Şanver, s'est rendue à Tunis le 01 Novembre 2017 pour une visite de travail répartie sur deux journées auprès de la Commission pour les Retraités de l'OTT.

Cette visite répondait à une invitation du Secrétaire Général de l'Organisation Tunisienne du Travail, M. Muhammad Esad.

Ce déplacement participe de la volonté de la Confédération Memur-Sen de renforcer ses liens avec les syndicats tunisiens, ce renforcement constituant un axe prioritaire de ses relations extérieures.

Cette rencontre a d'abord permis à la Commission pour les Retraités de Memur-Sen de mieux connaître leurs homologues de l'OTT, de mieux appréhender leurs attributions et leurs méthodes de travail respectives.

Par ailleurs, la délégation Memur-Sen a été reçue par le secrétaire Général de L'Union Internationale de Syndicats de Pensionnés et Retraités de la FSM, M. Quim Boix.

En conclusion de ces travaux, le président de la Commission Memur-Sen a souligné les convergences entre les deux institutions sur la question d'intégration des retraités, en particulier dans la mise en œuvre complète et compréhensible du droit à la syndicalisation des retraités.

APPEL À RENFORCER LE MOUVEMENT SYNDICAL DANS LES PAYS MUSULMANS



Invité à l'occasion du 26ème Congrès International de l'ESAM (Centre de Recherche Économiques et Social) organisé à İstanbul Ali Yalçın, président de la Confédération Memur-Sen, a appelé les pays musulmans à renforcer le syndicalisme.

Organisé par l'ESAM, le 26ème Congrès International des Communautés musulmanes a réuni des figures politiques, institutionnels et académiques issus des pays musulmans; étaient également présents le vice-président de la confédération Memur-Sen, M. Levent Uslu et le président de la confédération Hak-İş, M. Mahmut Arslan.

Lors de son allocution, M. Ali Yalçın s'est exprimé en ces termes : «C'est un immense plaisir pour moi d'assister, avec vous, au 26ème Congrès de l'ESAM. Notre réunion d'aujourd'hui se tient dans un contexte international particulièrement difficile. En effet, nous vivons dans un monde qui évolue et qui se globalise de façon incessante, ce qui nous contraint à faire preuve de plus d'enga-



gements pour répondre aux attentes de nos populations. Aussi, nous devons relever d'énormes défis en termes de développement du syndicalisme. En ce sens, l'an dernier à Istanbul, à l'occasion du Symposium International sur Le Syndicalisme dans les Pays Musulmans, réalisé en partenariat avec la confédération Hak-İş et le SESRIC, nous avons décidé d'unir nos efforts en vue de la création d'une agence spécialisée sur les problématiques liées au monde du travail et des travailleurs sous l'égide de l'Organisation de la Coopération Islamique," a-t-il-dit.

OUVERTURE DU SYMPOSIUM INTERNATIONAL DES SYNDICATS DES AGENTS DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX



Le symposium international des syndicats des agents des services de santé et des services sociaux organisé à Alanya par Sağlık-Sen a débuté par le discours de M. Ali Yalçın, président de la confédération Memur-Sen.



Le symposium international des agents des services de santé et des services sociaux s'est tenue à Alanya ce 17 novembre 2017. M. Ali Yalçın président de la confédération Memur-Sen ainsi que le comité du syndicat de Sağlık-Sen affilié à la confédération et les représentants syndicalistes de 40 pays ont participé au symposium.

Le symposium a débuté avec le discours d'ouverture de M. Ali Yalçın qui s'est exprimé en ces termes: "Nous sommes les représentants de la lutte pour le Travail et pour la construction de l'unité des salariés afin de faire cesser les larmes dans le monde entier. La solidarité et la fraternité sont pour nous des valeurs fondatrices. Notre engagement dans la lutte syndicaliste est une réponse pour le mouvement de la paix dans l'humanité. Peu importe la couleur de peau; tous les Hommes ont en partage la même couleur de sueur, c'est pourquoi le travail est universelle."

Par la suite, le président du syndicat des agents des services de santé et des services sociaux Sağlık-Sen M. Metin Memiş a salué le caractère exceptionnel du symposium et a rajouté: "Ensemble, nous allons échanger nos expériences,

débattre, confronter nos analyses, ouvrir des perspectives pour l'avenir. Il va nous falloir aussi affronter nos difficultés, en toute transparence et en toute honnêteté, pour mieux les résoudre collectivement.”

Le séminaire, auquel avait été conviés plus de 40 pays, s'est terminé par une cérémonie d'échanges de cadeaux et la traditionnelle photo de groupe.

Ci dessous, la liste des pays participants au symposium: Azerbaïdjan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Moldavie, Kirghizistan, Russie, Ukraine, Monténégro, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Serbie, Indonésie, Somalie, Soudan, Ghana, Pakistan, Soudan et Algérie .

CONFÉRENCE SUR LA FINALISATION DU PROJET "100.000 OPÉRATIONS DE LA CATARACTE EN AFRIQUE"



Le vice-président de la confédération Memur-Sen, M. Levent Uslu, invité à Istanbul pour la Conférence sur la finalisation du projet "100.000 opérations de la cataracte en Afrique", un projet mené à bien par l'ONG İHH (Humanitarian Relief Foundation), s'est félicité des impacts positifs que ce projet aura eu sur la vie des populations: " Ce projet d'envergure a permis de réaliser plus de cent mille opérations de la cataracte en Afrique, mais ce n'est pas suffisant parce que la Turquie peut et se doit d'en faire encore davantage. ", a-t-il-dit.



À l'occasion de la conférence sur la finalisation du projet « 100.000 opérations de la cataracte en Afrique », le vice-président de la confédération Memur-Sen, Levent Uslu, a déclaré que ce projet nécessaire et ambitieux a permis de redonner la vue à une centaine de milliers de personnes: "Mais ce n'est pas assez à l'échelle d'un continent aussi vaste que l'Afrique, la Turquie peut faire plus, nous pouvons aider des millions de personnes à retrouver leur vue. Alors ouvrons les yeux", a-t-il dit.

L'ONG İHH, qui est titulaire du statut consultatif spécial au Conseil économique et social des Nations Unies depuis 2004, est une Fondation pour les droits de l'homme, les libertés et le secours humanitaire. Fondée en 1992, l'İHH est active en Turquie, au Moyen-Orient, en Europe, en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie centrale, Asie du Sud et dans le Caucase.



L'ONG turque fournit de l'aide sociale, de l'aide culturelle, de l'aide à l'éducation, de l'aide sanitaire, des programmes d'aide d'urgence dans 120 pays et intervient dans les domaines sanitaire et hydraulique en Afrique. Elle a exécuté le Projet cataracte Afrique, commencé en 2007, dans dix pays africains.

Ledit projet visait à effectuer 100.000 opérations de chirurgie de la cataracte gratuitement dans dix pays africains: le Soudan, l'Ethiopie, la Somalie, le Tchad, le Niger, le Togo, le Bénin, le Ghana, le Mali et le Burkina Faso. Un des objectifs du programme est d'offrir des soins de la vue gratuits pour les personnes dans le besoin.

ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA VIE SOCIALE



À l'occasion des célébrations en l'honneur de la journée mondiale du handicap, organisées par la commission Memur-Sen pour les personnes en situation de handicap, le vice-président de la confédération Memur-Sen, M. Mehmet Emin Esen, s'est exprimé sur l'intégration et l'accès à la vie économique des personnes handicapées.



La Journée internationale des personnes handicapées a été célébrée à l'occasion d'un programme mis en place par la Commission Memur-Sen pour les personnes en situation de handicap, ce 3 décembre dernier, dans la ville centre anatolienne de Kirikkale.

Dans son allocution inaugural, le président de la commission Memur-Sen pour les personnes handicapées, M. Elvan Uğurlu, s'est félicité de la forte volonté manifestée par les partenaires sociaux et les autorités publiques: "Nous remercions les organisations de la société civile et les institutions qui contribuent de manière créative à insuffler de la vie à la cause des personnes handicapées... Les droits des personnes handicapées ont fait beaucoup de chemin ces dernières années, mais à présent nous devons aller plus loin", a-t-il dit.

À son tour, M. Esen, le vice-président de la confédération Memur-Sen, s'est exprimé sur les droits des personnes handicapées et les avantages qu'il y a à les associer à tous les aspects de la vie politique, économique et sociale: " la participation accrue des personnes en situation de handicap dans la vie sociale est un enjeu transversal de chacun des objectifs du programme de développement durable 2030, nous devons repenser nos villes autrement, mettre en place des mesures plus résilientes en terme de gestion des catastrophes, faci-

liter l'accès au numérique, comme le stipule les objectifs du programme de développement durable." A-t-il-dit.

Etaients présents à la réunion, le président de la commission pour les personnes en situation de handicap, M. Elvan Uğurlu, le vice président de la confédération Memur-Sen, M. Mehmet Emin Esen, l'adjoint au gouverneur de la province de Kırıkkale, le Dr. Ayhan Özkan, le Maire de la ville de Kırıkkale, M. Mehmet Saygılı, le député de la province de Kırıkkale, M. Abdullah Öztürk, ainsi qu'un bon nombre de représentants académiques, syndicaux et institutionnels.

UNE TURQUIE PLUS FORTE GRÂCE À SON LEADERSHIP FÉMININ



Le programme réalisé par la commission du genre Memur-Sen, consacré au renforcement de la participation des femmes au développement et à la prise de décisions, s'est déroulé à Ankara ce 8 novembre dernier.

Dans son allocution inaugural, la présidente de la commission du genre de Memur-Sen, Mme Habibe Öçal, s'est félicitée des initiatives nationales en faveur de la promotion des droits des femmes en Turquie. Elle a expliqué que des fonctionnaires de police et de la justice, ainsi que des dirigeants religieux étaient formés à la prise en compte de l'aspect genre. Elle a également parlé d'initiatives ciblant les réfugiés présents sur le sol turc, avec par exemple des formations sur la prévention de la violence sexiste ou sur la prévention des mariages précoces.

En référence au Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 qui fixe 17 objectifs de développement durable, la présidente de la commission du genre de Memur-Sen, a indiqué que les réformes en faveur de l'employabilité des femmes en Turquie avaient, au cours des 15



dernières années, non seulement permis de renforcer le statut légal et social des femmes mais aussi d'augmenter le taux de participation des femmes dans la population active.

Madame Öçal, a indiqué que la commission du genre Memur-Sen s'engageait à privilégier les projets qui libèrent du temps des femmes pour leur permettre de participer à des formations ou de pouvoir se consacrer à leur famille, parce qu'améliorer la situation des femmes, c'est améliorer la situation de l'ensemble des familles et de la société. Le leadership féminin, est l'un des plus grands maillons de la chaîne de développement économique et social. Dans cet esprit, nous croyons pertinent de poursuivre notre engagement en faveur de la participation des femmes au sein de l'économie, des institutions et du gouvernement. Les femmes leaders sont désormais indispensables pour tout processus de changement ou de développement, a constaté Mme Öçal.

En conclusion, Mme Öçal a réitéré son appel en faveur de la réalisation de tous les droits des femmes et des filles, à travers une participation accrue aux travaux des organes décisionnels. « Ce sont elles qui rendront le Programme 2030 véritablement transformationnel et inclusif », a-t-elle ajouté.

RASSEMBLEMENT À ANKARA



Plus de 100 représentants d'organisations de la société civile turque dont Memur-Sen, Hak-İş, IHH, AGD, Cihannümme et ÖNDER, se sont mobilisées à Ankara, ce dimanche, pour dénoncer et condamner les agissements unilatéraux du président américain sur sa décision de reconnaître unilatéralement Al Qods (Jérusalem) comme capitale d'Israël.

Étaient également présents des personnalités politiques de tout bord, parmi lesquelles on peut citer Ahmet Gündoğdu et Emrullah İşler, députés du parti au pouvoir, de la Justice et du Développement (AK parti) ainsi que les députés Mahmut Tanal et Veli Ağbaba tous deux issus du plus grand parti politique d'opposition, le Parti Républicain du Peuple (CHP Turquie).

Cette décision, contestée par les pays musulmans, le pape et 151 Etats membres de l'ONU, est vraiment importante car l'Esplanade des mosquées d'Al Qods (Jerusalem) est un lieu Saint de l'Islam.

La confédération Memur-Sen, représentée par son président M. Ali Yalçın a déclaré que la décision de Donald Trump était en contradiction avec les décisions de L'ONU, qui considère la ville comme annexée, comme l'a encore rappelé une résolution du 23 décembre dernier demandant à Israël l'arrêt de « toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Nous condamnons l'attitude irresponsable du Président des États-Unis qui agit unilatéralement et au mépris de la situation historique d'Al Qods (Jérusalem).

Ces actions unilatérales constituent une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ces décisions ne feront qu'encourager davantage Israël, Puissance occupante, à poursuivre ses actions illégales, y compris son annexion illicite d'Al Qods (Jérusalem-Est), et ne fera qu'accroître les tensions, avec des répercussions profondes et des conséquences inimaginables dans toute la région du Moyen-Orient et dans le monde entier.

POUR AL QODS (JÉRUSALEM)



La ville de Jérusalem, qui est au cœur de la question de Palestine, revêt une importance particulière à la fois pour les Israéliens et les Palestiniens. Avec une dimension unique sur les plans spirituel, religieux et culturel, elle constitue un patrimoine en tant que ville sacrée pour les adeptes des trois religions monothéistes. Cette décision enrayerait sérieusement une éventuelle résolution de la question palestinienne et entrave le processus de paix au Moyen-Orient.

Les représentants de la société civile turque ont, tour à tour, souligné la nécessité de déployer de toute ur-

gence des efforts collectifs pour promouvoir la paix et la sécurité jusqu'à ce que cesse l'occupation israélienne qui a commencé en 1967.

Les acteurs de la société civile turque ont appelé la communauté internationale à respecter les engagements internationaux et régionaux à cet égard, y compris ceux liés à la préservation de la solution des deux États fondée sur les lignes d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est comme capitale de l'État indépendant de Palestine.

Le rassemblement a permis de réaffirmer son soutien de longue date et sa solidarité avec le peuple palestinien qui cherchent à réaliser leurs droits inaliénables et leurs aspirations nationales légitimes, y compris leur droit à l'autodétermination et à la liberté dans un État indépendant de Palestine, en paix avec tous ses voisins.

CONFÉRENCE DE PRESSE SUR JÉRUSALEM ET DÉCLARATION CONJOINTE DES MEMBRES DU CCM UE-TURQUIE



Conférence de presse et Déclaration Conjointe des membres du Comité Consultatif Mixte UE-Turquie sur l'initiative de Donald Trump sur la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem en tant que capitale d'Israël.

Suite à la reconnaissance de Jérusalem comme capitale par Donald Trump, les membres du Comité Consultatif Mixte UE-Turquie ont tenu une conférence de presse ce samedi 9 décembre 2017 pour dénoncer et condamner les agissements unilatéraux du président américain.

La confédération Memur-Sen, représentée par son président M. Ali Yalçın s'est joint aux différentes organisations qui forment le CCM UE-Turquie dans la lecture de la Déclaration conjointe ci-dessous, visant à condamner la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État Hébreux. Le Président des Chambres de Commerces et des Bourses de Turquie (TOBB), M. Hisarcıklioğlu, a déclaré que la décision de Donald Trump était en contradiction avec les décisions de L'ONU, qui considère la ville comme annexée, comme l'a encore rappelé une résolution du 23 décembre dernier demandant à Israël l'arrêt de « toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est », a-t-il dit. Le CCM exprime ses graves préoccupations et dénonce la décision des États-Unis d'Amérique de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël et de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.

Chers membres de la Presse,

Ci dessous, le texte de la Déclaration conjointe des membres de la société Civile Turque, membres du CCM UE-Turquie:

- Confédération des syndicats des travailleurs (HAK-İŞ),

- Confédération des Syndicats des Agents de la Fonction Publique (MEMUR-SEN),

- Confédération des Chambres de Commerçants et des Artisans de Turquie (TESK),

- Confédération des Syndicats des Travailleurs de Turquie (TURK- İŞ),

- Confédération des Associations d'Employeurs de Turquie (TİSK),

- Confédération des Syndicats des Travailleurs du Secteur Public de Turquie (KAMU-SEN)

- Union des Chambres de Commerces et des Bourses de Turquie (TOBB),

- Union des Chambres d'Agriculture de Turquie (TZOB).

Unanimement, nous exprimons nos plus graves préoccupations et dénonçons la décision des États-Unis d'Amérique de reconnaître Jérusalem comme la capitale de l'État Hébreux, nous condamnons l'attitude irresponsable du Président des États-Unis qui agit unilatéralement et au mépris de la situation historique de Jérusalem. Jérusalem abrite Le Dôme du Rocher (Mescid -Al-Aqsa) qui est le premier monument de l'Islam, une religion suivie par 1 milliard et demi de personnes à travers le monde.

Le CCM exprime ses graves préoccupations et dénonce la décision des États-Unis d'Amérique de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël et de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.

Cette décision est en contradiction avec les décisions de l'ONU, qui considère la ville comme annexée, comme l'a encore rappelé une résolution du 23 décembre dernier demandant à Israël l'arrêt de « toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est »

Ces actions unilatérales constituent une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ces décisions ne feront qu'encourager davantage Israël, Puissance occupante, à poursuivre ses actions illégales, y compris son annexion illicite de Jérusalem-Est, et ne fera qu'accroître les tensions, avec des répercussions profondes et des conséquences inimaginables dans toute la région du Moyen-Orient et dans le monde entier.

La ville de Jérusalem, qui est au cœur de la question de Palestine, revêt une importance particulière à la fois pour les Israéliens et les Palestiniens. Avec une dimension unique sur les plans spirituel, religieux et culturel, elle constitue un patrimoine en tant que ville sacrée pour les adeptes des trois religions monothéistes. Cette décision enrayer sérieusement une éventuelle résolution de la question palestinienne et entrave le processus de paix au Moyen-Orient.

Le CCM souligne la nécessité de déployer de toute urgence des efforts collectifs pour promouvoir la paix et la sécurité jusqu'à ce que cesse l'occupation israélienne qui a commencé en 1967. Il appelle à intensifier tous les engagements internationaux et régionaux à cet égard, y compris ceux liés à la préservation de la solution des deux États fondée sur les lignes d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est comme capitale de l'État indépendant de Palestine.

Le Comité prie instamment le Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'annuler ses décisions de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.



Le Comité réaffirme son soutien de longue date et sa solidarité avec le peuple palestinien qui cherchent à réaliser leurs droits inaliénables et leurs aspirations nationales légitimes, y compris leur droit à l'autodétermination et à la liberté dans un État indépendant de Palestine, en paix avec tous ses voisins.

AIDE HUMANITAIRE DE MEMUR-SEN AUX VICTIMES DU SÉISME EN IRAK ET IRAN



La confédération Memur-Sen vient en aide à 60 mille victimes du séisme en Irak et Iran par l'intermédiaire de la fondation humanitaire Türk Kızılay avec un chèque de 50 mille YTL.

La confédération Memur-Sen a reversé la somme de 50 mille livres turques, soit 10.000 euros, à la fondation Türk Kızılay pour subvenir aux besoins des victimes du séisme de magnitude 7,3 qui a secoué l'Irak et l'Iran faisant plus de 400 morts.

La confédération Memur-Sen souhaite ses condoléances aux familles des victimes qui ont perdu la vie dans le tremblement de terre survenu dans la ville frontière (Irak-Iran) de Qasr-e Shirin.



AL-QODS EST LA CAPITALE DE LA PALESTINE



En visite à Artvin, dans le cadre d'un programme organisé par Memur-Sen Artvin, le président de la confédération Memur-Sen, M. Ali Yalçın, a réagi à l'annonce du président des Etats-Unis, Donald Trump, sur la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël: "L'initiative dangereuse des États-Unis risque de provoquer un embrasement dans la région"

Yalçın s'est félicité de la qualité de l'accueil et n'a pas manqué de réitérer son engagement pour régler la situation des Contrats à Durée Déterminée (CDD) dans le secteur public. "Nos revendications visent à éradiquer l'emploi temporaire dans l'ensemble des secteurs de la fonction publique. L'objectif de ces revendications est de garantir la sécurité de l'emploi et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs de la fonction publique", a-t-il dit. À cet effet, il a affirmé que les revendications de Memur-Sen devraient aboutir à une entente avec les pouvoirs publics dans les prochains jours.

Yalçın a demandé aux responsables politiques et ceux du Moyen Orient en particulier de réagir sans tarder sur l'initiative scandaleuse, inexcusable et illégale du Président Trump qui ne fait qu'envenimer d'avantage la situation. "La décision de Trump n'est pas une décision stratégique mais une décision symbolique qui n'a d'effet que d'humilier." A-t-il dit. "J'invite tous les membres de la famille Memur-Sen, répartis dans les 81 provinces de Turquie, à se rassembler pour rappeler au président Trump que "Al-Qods est la capitale de la Palestine!", a-t-il ajouté.

Le programme organisé par les responsables de la province d'Artvin a réuni le maire de la ville d'Artvin, M. Mehmet Kocatepe, le président de Memur-Sen Artvin, M. Ibrahim Ince, le directeur général des services de l'Éducation nationale de la province d'Artvin, M. Abdulcelil Kahveci, le président de Memur-Sen, M. Ali Yalçın, ainsi que des représentants d'organisations de la société civile.



COMPTE-RENDU DE LA VISITE DE LA DÉLÉGATION MEMUR-SEN À SARAJEVO EN BOSNIE



Une délégation composée de M. Ali Yalçın, Président de la Confédération Memur-Sen et de M. Mahmut Arslan, Président de la confédération HAK-İŞ, s'est rendue en Bosnie le 26 décembre 2017 pour une visite de travail de trois jours à l'occasion de l'inauguration du siège de la Confédération des Syndicats Autonomes de Bosnie-Herzégovine. Cette visite répondait à une invitation du Président de la Confédération des Syndicats Autonomes de Bosnie-Herzégovine, M. Ismet Bayramovic.

Ce déplacement participe de la volonté de la confédération Memur-Sen de renforcer ses liens avec la Confédération des Syndicats Autonomes de Bosnie Herzégovine et l'ensemble des institutions bosniaques, ce renforcement constituant un axe prioritaire de ses relations extérieures.



Cette rencontre a d'abord permis à la délégation Memur-Sen et son homologue, la Confédération des Syndicats Autonomes de Bosnie Herzégovine, de mieux se connaître, de mieux appréhender leurs attributions et leurs méthodes de travail respectives.

Critiquant la mondialisation et ses effets, Yalçın a déclaré: "les effets de la mondialisation sont accablants, les partisans du libéralisme ont déclaré une véritable guerre à tous les travailleurs, où qu'ils se trouvent, cassant les états et les systèmes de protection sociale, et favorisant par là même la montée des extrémismes et des fondamentalismes de tous bords. Les pièges de la mondialisation, source d'immenses profits, sont ceux d'une logique de développement prédatrice tant des êtres humains que des ressources planétaires.", a-t-il dit.



ABOUTISSEMENT DES REVENDEICATIONS DE MEMUR-SEN SUR L'ABROGATION DES CONTRATS TEMPORAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE NATIONALE ET TERRITORIALE

Aboutissement des négociations sur les revendications de la Confédération Memur-Sen en vue de mettre fin aux dispositions du paragraphe 4 de la loi No: 657 relatives aux agents "temporaires" de la fonction publique nationale et territoriale.

Dans son communiqué de presse de ce jour, le Président Recep Tayyip Erdoğan s'est engagé, conformément à l'art. 36 al. 2 des Accords Collectifs (4^e session) signés, en Août dernier, entre la Confédération Memur-Sen et les autorités publiques, en vue de mettre fin aux contrats à durée déterminées pour les agents temporaires de la fonction publique territoriale et nationale.

Néfastes et contreproductives sur le plan des droits sociaux, véritable épée de Damoclès au-dessus de la tête des travailleurs, la lutte contre la précarité de l'emploi a toujours été une des priorités de la Confédération Memur-Sen.

L'abrogation des contrats de travail temporaires dans la fonction publique territoriale et nationale permettra de contractualiser (à durée indéterminée ou déterminée, selon le type d'emploi occupé) et surtout de mettre fin au calvaire de plus de 850.000 travailleurs concernées.

Nous considérons cet acquis comme une étape positive vers notre objectif ultime qui est celui d'une sécurisation de l'emploi. Sur ce point, nous sommes clairs, résolus et intransigeants, nous n'abandonnerons pas notre lutte tant que nous n'obtiendrons pas la garantie d'un emploi d'emploi statutaire, permanent et sûr pour tous les travailleurs de la fonction publique.





AGISSONS “ENSEMBLE POUR SURMONTER TOUS LES OBSTACLES”

À l’occasion du programme “Ensemble nous pouvons surmonter tous les obstacles”, réalisé par le syndicat TOÇ BİR-SEN, dans le cadre des célébrations en l’honneur de la journée internationale des personnes en situation de handicap, le président de la confédération Memur-Sen, M. Ali Yalçın s’est exprimé sur la force de l’union et de la concertation: “capable de surmonter tous les obstacles “, a-t-il dit.

Organisé par le syndicat Toç Bir-Sen, Syndicat des agents publics rattachés au Ministère de l’Agriculture et des Forêts affilié à la confédération Memur-Sen, dans le cadre “de la journée internationale des personnes en situation de handicap”, le programme intitulé «Ensemble pour surmonter tous les obstacles» qui s’est tenu dans la salle de conférence de la Direction Générale des Eaux et des Forêts a réuni des responsables syndicaux, politiques, académiques et un grand nombre de figures institutionnels parmi lesquels se trouvaient la vice-présidente du parti de la Justice et du Développement (AK Parti), Mme Öznur Çalık, le Président du syndicat Toç Bir-Sen, M. Huseyin Öztürk, les principaux dirigeants des commissions de Memur-Sen, les membres du Conseil d’Administration des 11 syndicats affiliés à Memur-Sen ainsi que le Président de la confédération Memur-Sen, M. Ali Yalçın.

Invité à la tribune, M. Yalçın a rappelé que l’acceptance et le respect des personnes en situation de handicap faisaient intrinsèquement partie des valeurs défendues par la confédération Memur-Sen. Dans ce sens, M. Yalçın a appelé les pouvoirs publics à renforcer la participation des organisations de la société civile dans les travaux de nature à faciliter l’insertion des personnes en situation de handicap dans la vie publique.





COMPTE RENDU DU SYMPOSIUM SUR LES PRINCIPES UNIVERSELS DU SYNDICALISME AU REGARD DU SYNDICALISME DES AGENTS STATUTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE EN TURQUIE



Organisé par Memur-Sen, du 05 janvier au 07 janvier à Ankara, le Symposium International sur les Principes Universels du Syndicalisme et Syndicalisme des Agents de la Fonction Publique en Turquie a été l'occasion de présenter et de débattre en profondeur des normes syndicales internationales et de leur mise en oeuvre au niveau local.

Revenant sur l'importance de ce symposium, le président Ali Yalçın a précisé: « ce symposium est important car il nous donne la possibilité de réfléchir, de bénéficier des uns et des autres et de développer des synergies pour augmenter l'impact de nos expériences», a-t-il dit. Ensembles, unis et engagés, nous pouvons augmenter notre impact et devenir force de proposition » a-t-il ajouté.



La première journée d'études a été consacrée à la thématique: "Normes internationales liées au monde du travail, travail décent et syndicalisme". La séance a été animée par le Professeur Agrégé Erdinç YAZICI avec un panel d'acteurs tels que: Tarkan ZENGİN, Osman YILDIZ, Nurcan ÖNDER et Mme Sanja SPREM, en charge des relations internationales de la Confédération croate, la MATICA.

La deuxième journée d'études, scindée en trois séances, a débuté par la thématique: "Syndicalisme en développement dans le domaine de la fonction publique en Turquie". La séance animée par le Prof. Dr. İbrahim AYDINLI s'est déroulée en présence des intervenants panélistes suivants: Hacı Bayram TONBUL, le Professeur agrégé Yücel UYANIK, Kemal ÇELİK et Erhan POLAT.

La troisième séance, animée par le Prof. Dr. Onur Ender ARSLAN, portait sur la thématique: "Problèmes théoriques sur les méthodes d'application de la Loi no: 4688 qui régit les syndicats des agents de la fonction publique et la Loi sur le régime des négociations collectives." La séance s'est déroulée en présence des intervenants panélistes suivants: Hüseyin Rahmi AKYÜZ, le Prof. Dr. Pir Ali KAYA, Enes POLAT et le Prof. Dr. Talat CANBOLAT.

La dernière séance du symposium portait sur la thématique: "Syndicalisme de la fonction publique dans le monde: problèmes, opportunités et défis." La séance s'est déroulée en présence des intervenants panélistes suivants: Belgacem KERFAH pour l'UGTA (Algérie), Asaf AGHAYEV pour l'AHIK (Azerbaïdjan), Fallalla Abdelaziz Fadlalla HASSAN pour la SWTUF (Soudan), Ibrahima GUEYE pour la CSA (Sénégal) et Harry TAN HUAT HOCK, secrétaire général de la NTUP

Le symposium, auquel avait été conviés plus de 100 personnes, s'est terminé par une cérémonie d'échanges de cadeaux et la traditionnelle photo de groupe.



SIGNATURE D'UN ACCORD DE COOPÉRATION BILATÉRALE ENTRE MEMUR-SEN ET L'UGTA



Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par le président Ali Yalçın et composée notamment du vice-président Mehmet Bayraktutar, s'est rendue en Algérie, du 09 au 11 Janvier, pour une visite de travail et d'échange. Cette visite répondait à une invitation de M. Abdelmadjid Sidi-Saïd, Secrétaire Général de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA).

Fruit des relations entre les confédérations Memur-Sen et UGTA, les parties ont signé un accord de coopération bilatérale portant sur le partage de bonnes pratiques et l'échange de retours d'expériences.

Renforcement des relations bilatérales

Fort des liens historiques et culturels que la Turquie entretient avec l'Algérie, l'accord de coopération bilatérale



signé entre la confédération Memur-Sen et l'UGTA représente, non seulement le début d'un processus de coopération stable et durable mais aussi et surtout, un pas important dans le développement des relations entre les 2 pays.

À ce titre, le Président Yalçın s'est exprimé en ces termes au sujet de la coopération: " Nous sommes convaincus que le partage de savoir-faire contribuera à faire avancer le mouvement syndical entre nos deux organisations.", a-t-il dit. Après avoir passé en revue la situation du mouvement syndical en Algérie, les parties se sont entretenues sur un large éventail de questions qui comprennent la réforme du code du travail engagée en Algérie, la formation professionnelle, l'intégration des personnes handicapées dans la vie sociale, les femmes, les jeunes, l'emploi et le développement économique et la question des migrations.



RENCONTRE INTERSYNDICALE AU KOWEÏT



Le vice-président de la confédération Memur-Sen, M. Mehmet Emin Esen, s'est rendu au Koweït, du 14 au 16 janvier 2018, à l'occasion du cinquantenaire de la Confédération des Travailleurs du Koweït (KTUF).

Sur l'invitation du président de la KTUF, Muhammed Jema'n el-Hudayne, une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par son vice-président, Mehmet Emin Esen, a participé aux célébrations organisées pour l'occasion.

La rencontre a permis aux parties de présenter les expériences croisées de leurs institutions, le vice-président Esen est notamment intervenu sur les responsabilités particulières qui incombent aux syndicats de ce pays dans le processus de mise en œuvre des droits des travailleurs.

Les parties ont également échangé sur le développement de la coopération intersyndicale et le renforcement du rôle des syndicats dans la région.

Cette visite d'amitié aura permis à la délégation Memur-Sen de recueillir des informations sur la nature et la portée des actions syndicales de la KTUF.



ACCUEIL D'UNE DÉLÉGATION ALBANAISE DE LA BSPSH AU SIÈGE DE LA CONFÉDÉRATION MEMUR-SEN



Une délégation de la BSPSH dirigée par son président, Gezim Kalaja, a été reçue au siège de la confédération Memur-Sen jeudi 25 janvier 2018 dans le cadre de la coopération internationale.

Après avoir longuement échangé sur les questions d'actualités internationales et régionales, les parties ont exprimées leurs préoccupations devant les défis et enjeux auxquels font face leurs organisations syndicales respectives.

Gezim Kalaja, président de la BSPSH, s'est exprimé sur la coopération intersyndicale en ces termes: "Nous partageons avec Memur-Sen des objectifs communs, ensemble nous réfléchissons aussi à la mise en place d'un dialogue social solide", a-t-il dit.

Étaient également présents, le vice président, Mehmet Emin Esen et le coordinateur en charge des relations internationales, Osman Timurtaş.

PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGATION DE LA CONFÉDÉRATION MEMUR-SEN AU 5È CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS D'AZERBAÏDJAN



Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par son président M. Ali Yalçın, composée notamment de son vice président, M. Mehmet Bayraktutar, s'est rendue à Bakou pour participer au 5è Congrès de la Confédération des Syndicats d'Azerbaïdjan.

Dans son allocution, le président Yalçın a félicité son homologue, M.Sattar Mehbaliev, pour sa réélection à la tête de l'AHIK, il a également tenu à s'exprimer sur le rôle significatif de l'AHIK dans la protection des intérêts socio-économiques des travailleurs azéris.

Le Président Yalçın a également évoqué les risques d'aggravation des inégalités et invité à replacer l'être humain au



cœur des politiques de développement, il a par ailleurs encouragé ses pairs à changer de paradigmes afin de passer de la rhétorique à l'action.

En marge du Congrès, le président Yalçın a été reçu par son homologue M. Sattar Mehbaliev, pour échanger sur la coopération bilatérale et multilatérale: la clé du développement durable.

Se félicitant du niveau de la coopération entre leurs deux organisations, les parties ont souligné la nécessité de se rencontrer sur la mise en œuvre de projets communs.



PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGATION DE LA CONFÉDÉRATION MEMUR-SEN À LA CÉRÉMONIE D'INAUGURATION DU NOUVEAU SIÈGE SOCIAL DE LA CSA SÉNÉGAL



Le nouveau siège de la CSA a été inauguré samedi 17 Février 2018 en présence des représentants syndicaux des centrales syndicales les plus représentatives du Sénégal (CNTS, UNSAS, UDT, CNTS-FC), du Ministre du Travail, Samba SY, du vice-président de la confédération Memur-Sen, Haci Bayram Tonbul et de Mehmet Şahin, vice-président de la Confédération Hak-İş.

Tonbul et la délégation qui l'accompagnait ont également effectué diverses réunions avec le secrétaire général de la CSA, Elimane Diouf, et le ministre du Travail du Sénégal, Samba Sy. Les délégations ont également échangé sur les dimensions essentielles du « travail de terrain » et de la coopération bilatérale.

On trouvera ci-après l'allocution que le vice-président, Haci Bayram Tonbul, a prononcée à la cérémonie d'inauguration du nouveau siège social de la CSA:

“Monsieur le Ministre, Monsieur l'Ambassadeur, Mesdames

et Messieurs les organisateurs, mes très Cher(e)s Camarades,

C'est avec un grand plaisir que je me trouve aujourd'hui parmi vous afin de participer à l'inauguration du siège social de notre partenaire et amie, la CSA.

Au nom de la Confédération des Agents de la Fonction Publique de Turquie, Memur-Sen, je tiens donc à féliciter et à remercier la CSA pour cette invitation.

En Décembre 2016, lors de ma dernière visite à Dakar, en inspectant le chantier de ce qui allait être le futur Siège social de la CSA, j'ai vu dans ce projet le symbole d'une volonté d'autonomie. Aujourd'hui, dans l'oeuvre accomplie, je vois l'expression d'une autonomie de sa volonté.

Fonctionnel, moderne et spacieux, ce nouveau siège permettra à la CSA de répondre de manière encore plus efficace aux attentes des travailleurs et de ses partenaires et, je n'en doute pas, d'améliorer la vie des travailleurs.

C'est sous le signe de cette énergie positive que la CSA contribuera, j'en suis sûr, à diffuser les valeurs et la richesse de la culture syndicale dans cette ville de Dakar où foisonnent les idées et les projets culturels dans tous les domaines.

Aujourd'hui est un donc grand jour pour la CSA et je forme le voeu que ce nou-





veau siège permettra à la CSA de renforcer son rôle et ses contributions, bref de multiplier ses efforts envers la communauté humaine et de connaître un succès encore plus grand.

Je souhaite aussi remercier tout particulièrement la TİKA pour son exceptionnelle écoute, sa grande disponibilité et l'assistance dont elle a fait preuve tout au long de ce projet, rappelons qu'elle a financé le mobilier et les équipements de bureaux.

Grace à la TİKA un parfum de Turquie va s'installer ici dans ce nouveau siège de la CSA! Merci donc de nous inviter à ce voyage !!

Je vous remercie de votre attention et souhaite une belle réussite à cette cérémonie."

PARTICIPATION DE LA CONFÉDÉRATION MEMUR-SEN AUX TRAVAUX DU 37E COMITÉ CONSULTATIF MIXTE UE-TURQUIE QUI S'EST TENU À ADANA LES 19 ET 20 FÉVRIER 2018



Le 37e Comité Consultatif Mixte UE-Turquie s'est réuni les 19 et 20 Février 2018 à Adana, pour travailler sur un large éventail de questions qui comprennent les relations entre la Turquie et l'UE.

Dans son discours d'ouverture le ministre turc et négociateur en chef Ömer Çelik a souligné que la Turquie poursuivait sa guerre contre le terrorisme avec une grande résolution, il a ajouté «La Turquie se bat contre le terrorisme et oeuvre pour la paix, la sécurité et la stabilité dans de nombreux endroits de la planète». « Il s'agit d'une guerre menée par l'Humanité contre la barbarie et ce n'est pas l'affaire de la seule Turquie». «Nous regrettons profondément le manque de soutien de nos amis européens, cela nous trouble profondément», a-t-il affirmé.

Sur les relations entre l'UE et la Turquie, les membres du CCM ont salué les efforts qui sont actuellement déployés par la Turquie sur la question de la migration, estimant que le défi des migrations en Méditerranée orientale doit être relevé conjointement par l'UE et la Turquie.

Sur la situation de l'économie en Turquie, le CCM s'est félicité de la proposition de la Commission européenne de moderniser l'accord d'union douanière, mais rappelle la nécessité que l'accord soit pourvu d'un chapitre relatif au dé-



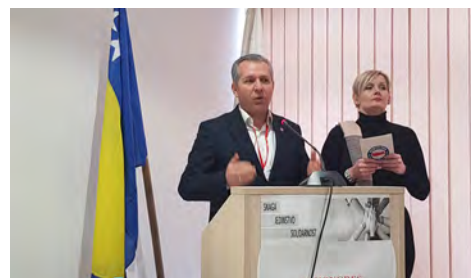
veloppement durable prévoyant des normes de travail, sociales et environnementales.

Sur les questions sociales et l'emploi en Turquie, le CCM a souligné que d'autres mesures et politiques doivent être mises en œuvre pour promouvoir les droits fondamentaux du travail et des conditions de travail décentes, dans le respect des conventions fondamentales de l'OIT. L'importance de favoriser la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle a également été soulignée.

Sur la question des droits et de l'emploi des femmes, les membres du CCM considèrent que l'émancipation économique et sociale des femmes et l'intégration de la dimension de genre sont toutes deux essentielles pour parvenir à une véritable égalité entre les sexes. Ils ont également souligné que la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale des femmes est un moteur de croissance et ont favorablement accueilli les initiatives telles que l'extension des mesures d'incitation à l'emploi des femmes. Le Comité Consultatif Mixte UE-Turquie est co-présidé par Anna Van Wezel et M. Rifat Hisarciklioglu, il rassemble 14 membres du Conseil Économique et Social Européen (CESE) et 26 membres de la société civile organisée en Turquie. Les membres du CCM UE-Turquie se répartissent, selon leur appartenance socioprofessionnelle, en trois groupes de représentation correspondant aux compétences de la vie économique et du dialogue social, de la cohésion sociale et de la vie associative.



PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGATION MEMUR-SEN AU CONGRÈS GÉNÉRAL DE L'UNION DES SYNDICATS INDÉPENDANTS DE BOSNIE-HERZÉGOVINE



Mehmet Emin Esen, vice-président de la Confédération Memur-Sen, invité à prononcer un discours à l'occasion du congrès général de l'union des syndicats indépendants de Bosnie-Herzégovine, a rappelé la nécessité de la solidarité syndicale internationale pour défendre les libertés et droits syndicaux des travailleurs.

Le 14ème congrès ordinaire de l'union des syndicats indépendants de Bosnie-Herzégovine, a réuni des représentants syndicalistes internationaux et de nombreux invités à Sarajevo.

Lors de son allocution, M. Esen s'est exprimé en ces termes: "C'est un immense plaisir pour moi d'assister, avec vous, aux travaux du 14ème congrès ordinaire de l'USBIH, et je voudrais à cette occasion exprimer mes vifs remerciements pour l'hospitalité et l'accueil chaleureux qui ont été réservés à notre délégation ainsi que pour la parfaite organisation des travaux de cette session. En tant que syndicalistes, nous devons être solidaires avec tous les travailleurs afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice sociale. Nous devons aussi nous unir face à l'exploitation des travailleuses et des travailleurs en situation de précarité".

RENCONTRE INTERSYNDICALE EN AMÉRIQUE DU SUD



Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par son vice-président, M. Mehmet Emin Esen, s'est rendue en Amérique du Sud du 15 au 22 mars 2018. Cette visite, participe de la volonté de la Confédération Memur-Sen de renforcer ses liens avec les syndicats d'Amérique Latine.

Une délégation de la confédération Memur-Sen, conduite par son vice-président, M. Mehmet Emin Esen, a effectué une visite en Argentine, Uruguay et au Brésil. La visite s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne d'invitation pour le congrès international intitulé ' Human, Labour and Global Competition' qui rassemblera des représentants syndicaux issus du monde entier entre le 3 et 5 mai 2018 à Istanbul.

Participation de la délégation Memur-Sen au Congrès en Argentine

À l'invitation de la Confédération des travailleurs indépendants d'Argentine (CTA-A), la délégation de la Confédération Memur-Sen a participé au séminaire sur le rôle des



syndicats dans l'avenir de l'emploi et les défis a surmonté, organisé à Mar del Plata.

Au cours de son allocution, le vice-président, Mehmet Emin Esen a parlé en ces termes: 'Ensemble, nous allons échanger nos expériences, débattre, confronter nos analyses, ouvrir des perspectives pour l'avenir, relever les défis, faire face aux inégalités pour faire grandir le rapport de forces en faveur des travailleuses et travailleurs.' A-t-il dit.



Rencontre Intersyndicale en Uruguay

La délégation s'est rendue au siège de la Confédération syndicale PIT-CNT pour rencontrer M.Fernando Gambera, secrétaire en charge des relations internationales et secrétaire générale de la Coordination des Centrales Syndicales du Cône Sud (CCSCS).





Les parties ont passé en revue la situation du mouvement syndical en Uruguay et en Turquie. Elles ont échangé sur les perspectives en matière d'emploi, de salaires, de conditions de vie, de services sociaux et de justice sociale.

Rencontre intersyndicale au Brésil

Au Brésil la délégation s'est rendue au siège de l'Union Générale des travailleurs (UGT), la réunion s'est déroulée avec le conseil d'administration où les parties ont échangé sur la situation actuelle politique et sociale du Brésil et de la Turquie.

En conclusion de la réunion, la délégation Memur-Sen a souligné le rôle de l'UGT dans les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et les convergences entre les deux institutions, en particulier dans la volonté de renforcer la coopération des deux organisations syndicales, notamment à l'occasion du prochain congrès international d'Istanbul qui rassemblera mai 2018 les organisations syndicales des pays du monde entier.



LANCEMENT DU 3ÈME PROGRAMME DE FORMATION CERTIFIANT EN SYNDICALISME INTERNATIONAL ET POLITIQUES SOCIALES



Memur-Sen, en partenariat avec l'Institut d'Administration Publique pour la Turquie et le Moyen Orient (TODAIE), a participé à l'ouverture, ce lundi 2 mars, du programme de formation certifiant en "Syndicalisme International et Politiques Sociales" auquel 24 syndicalistes, issus de pays différents, ont été conviés.

Ali Yalçın, président de la confédération Memur-Sen, a débuté son discours d'ouverture en ces termes: "Nous poursuivons l'engagement de nos accords de coopération et d'éducation en faveur de l'apprentissage. Memur-Sen participe à l'amélioration des conditions de travail et à la construction d'un monde meilleur. En raison des enjeux et des réalités qui deviennent toujours plus complexes, la formation syndicale est incontournable pour mener à bien notre travail. Dans ce contexte la mise en œuvre de ce programme de formation répond à un engagement dans le domaine du partage de bonnes pratiques et l'échange de retours d'expériences.", a-t-il dit.

Ali Yalçın s'est exprimé sur les défis énormes que sont la répartition des ri-



chesses et la justice : “Les inégalités ne vont pas de pair avec les idéaux de justice et de solidarité, et menace la stabilité économique et sociale particulièrement dans les pays pauvres où cela conduit à l’instabilité, à l’effondrement de la démocratie, voire à la guerre. Nous devons élever la voix, manifester notre préoccupation et notre indignation devant tant d’injustices.”, a-t-il conclu.

Yalçın a, par ailleurs, invité les représentants syndicalistes au congrès international intitulé « Humain, Travail, et Concurrence Mondiale » à Istanbul les 3-5 mai 2018.



ACCORD DE COOPÉRATION BILATÉRALE ENTRE MEMUR-SEN ET L’OUSA



Une délégation de l’Organisation de l’Unité Syndicale Africaine (OUSA) conduite par son secrétaire général Arezki Mezhoud, composée notamment de son vice-président Yousif Ali Abdelkarim et de l’assistant secrétaire général Emmanuel Nzunda, a été reçue par Ali Yalçın, président de la confédération Memur-Sen. Cette rencontre a été l’occasion d’établir des accords de coopération bilatérale, notamment dans le domaine du partage de bonnes pratiques et l’échange de retours d’expériences.

Après avoir passé en revue la situation du mouvement syndical dans les deux pays, les parties ont signé des protocoles d’accords bilatéraux portant sur le développement des échanges et de coopération entre Memur-Sen et l’OUSA.

Ces accords vont permettre d’engager des actions de formation et d’expertise dans divers domaines notamment dans la vie économique et sociale durant les mois à venir.

Lors de cette réunion, étaient également présents les vice-présidents de Memur-Sen, Mehmet Bayraktutar, Günay Kaya, Hacı Bayram Tonbul, Mehmet Emin Esen et le coordinateur des relations internationales Osman Timurtaş.

Vive la solidarité! Vive la lutte syndicale!



fr.memursen.org.tr